CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

131. JUILLET AOÛT 2020

Convergences Révolutionnaires est le journal du groupe l'Étincelle membre du Nouveau Parti Anticapitaliste.
Retrouvez l'ensemble de nos publications sur
convergencesrevolutionnaires.org

2€

RÉPRESSION POLICIÈRE

Aux racines du racisme

page 3

ÉTATS-UNIS

Comment aller au-delà de la revendication du « définancement de la police »

page 8

HÔPITAUX

Après le succès du 16 juin, salariés de la santé, continuons le combat !

page 16

AUTOMOBILE

À la valse des licenciements, Renault ouvre le bal

page 20

ENTREPRISE

L'arnaque du télétravail !

page 30

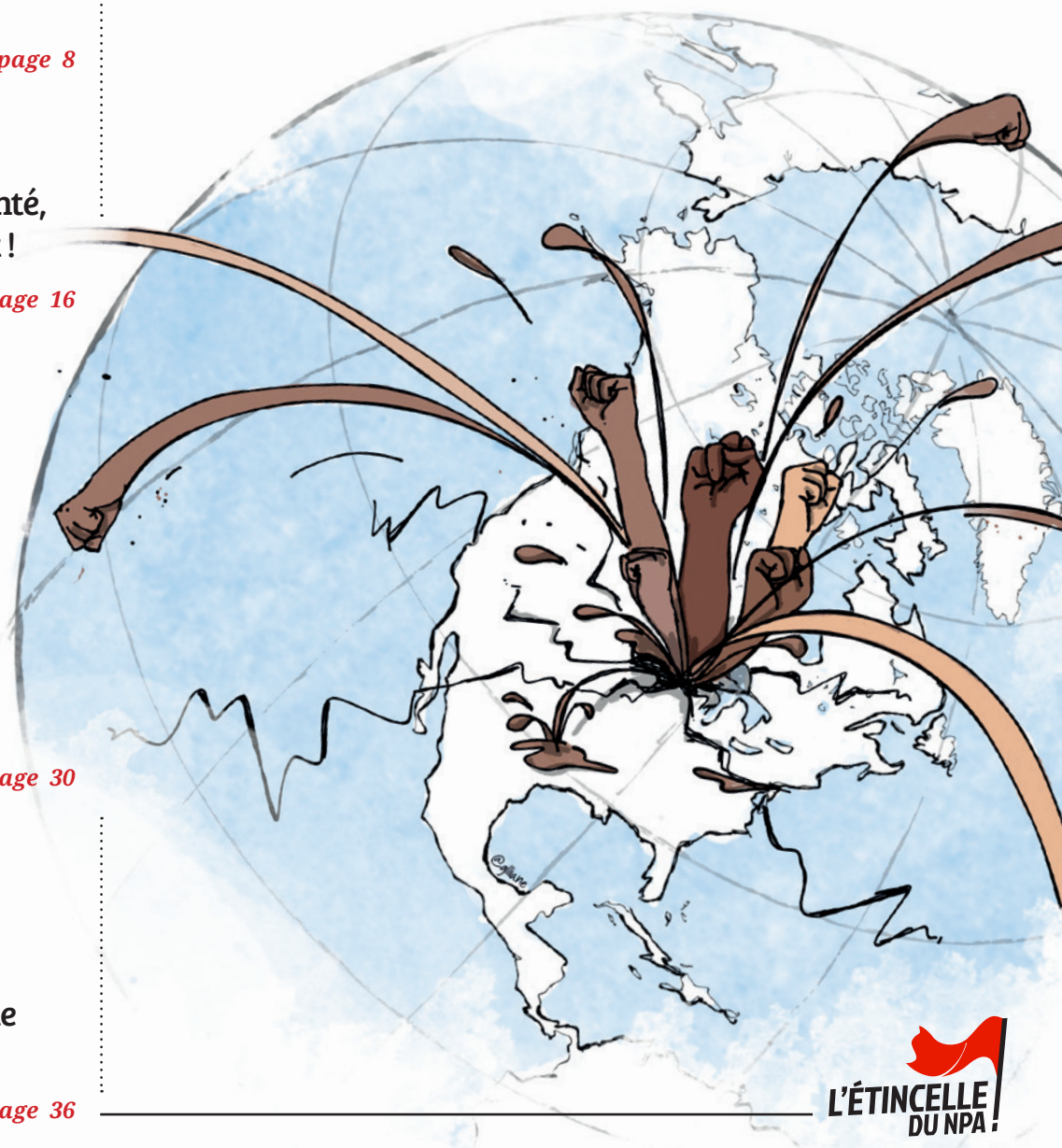
ÉCONOMIE

Le confinement s'arrête, les licenciements se multiplient... et la lutte des classes rebondit !

page 36

"PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX"

L'onde de choc qui parcourt le monde



L'ÉTINCELLE DU NPA

L'ÉTINCELLE DU NPA !

Retrouvez l'ensemble
de nos publications sur

convergencesrevolutionnaires.org

ainsi que sur nos réseaux sociaux

twitter
@npaetincelle

facebook
@npaetincelle

instagram
@npaetincelle

youtube
@convergences revolutionnaires

Cahiers Communistes Révolutionnaires

—

N° 131
Juillet-Août 2020
2€

—

Revue publiée par la
Fraction L'Étincelle

Directrice de publication :
Irène Gasarian

Impression :
Rotographie – Montreuil

N° Commission paritaire :
0322P11413
ISSN : 1294-9647
Tirage : 1000 exemplaires

ÉDITORIAL
01 «Pas de justice, pas de paix»
L'onde de choc qui parcourt le monde

RÉPRESSION POLICIÈRE
03 Aux racines du racisme

ÉTATS-UNIS
08 Comment aller au-delà de la revendication du «définancement de la police»

12 Un pays balayé par une explosion des manifestations

FRANCE
14 Emmanuel Macron fait un rêve du haut de son piédestal : «La République ne déboulonnera pas de statue»

HÔPITAUX
16 Après le succès du 16 juin, salariés de la santé, continuons le combat !

AUTOMOBILE
20 À la valse des licenciements, Renault ouvre le bal

24 Pour les licenciements PSA a une longueur d'avance

26 Travailleurs polonais dans les usines PSA Proletariusze wszystkich krajów, łączcie się!

28 Barcelone : les ouvriers de Nissan en lutte depuis le 4 mai contre la fermeture

30 L'arnaque du télétravail

AÉRONAUTIQUE
34 Les APC, ou comment profiter de la crise pour attaquer les travailleurs

35 Riposte contre l'APC chez Derichebourg : pas d'Accord Pour Crever

ÉCONOMIE
36 Le confinement s'arrête, les licenciements se multiplient… et la lutte des classes rebondit !

POLITIQUE
39 Ça grenouille dans le marigot de la «gauche»

HOMMAGE
42 Maurice Rajsfus, un militant infatigable

POUR POURSUIVRE LA DISCUSSION
44 Recommandations de lecture

"Pas de justice, pas de paix"

L'onde de choc qui parcourt le monde

ÉDITORIAL – 21 JUIN 2020

Comme la vague féministe dans la foulée de #MeToo en 2017, les vagues de révolte contre les régimes corrompus et les inégalités sociales de l'automne 2019 ou encore les marches de la jeunesse pour le climat, le vent de colère contre le racisme et les violences policières parti des États-Unis a rapidement pris une dimension internationale.

Il a singulièrement touché la France, où les deux manifestations appelées par le Comité Adama les 2 et 13 juin ont réuni des dizaines de milliers de personnes à Paris, avec des rassemblements très nombreux en régions, y compris dans des petites villes. Si les manifestants en France se sont si rapidement identifiés à ceux des États-Unis, c'est bien qu'ici aussi les violences policières et le racisme institutionnel règnent dans les quartiers populaires, s'ajoutant aux violences sociales subies par l'ensemble du monde du travail qui ont été encore aggravées par la crise sanitaire.

Durant le confinement, le nombre de contrôles et d'arrestations a considérablement augmenté mais de manière ciblée. Tandis que le bois de Boulogne ou les quais de Seine du centre parisien étaient noirs de monde lors des journées ensoleillées, c'est en Seine-Saint-Denis que la police a le plus verbalisé. En parallèle, le Covid-19 a révélé et creusé les inégalités : les travailleurs dits « essentiels », qui sont aussi les plus pauvres, ont été les plus exposés au virus. Le 93 a payé le plus lourd tribut en nombre de morts. Aujourd'hui, les vagues de licenciements (sous forme de fins de contrats d'intérim, de CDD, d'extra sans parler de tous les travailleurs non déclarés) ont frappé une jeunesse populaire déjà précaire. Le chômage, les gamins mutilés par les flics, la faim, les contrôles au faciès, les jobs de misère, la précarité, les logements insalubres et les meurtres de la police : c'est de ce contexte, très similaire à celui des États-Unis, qu'est issu le mouvement de la jeunesse.

Violences racistes, violences sociales, même combat !

L'ampleur du rassemblement parisien du 2 juin, malgré l'interdiction émise par la préfecture l'après-midi même, a surpris non seulement les pouvoirs publics mais aussi les organisateurs. Le comité Adama, comme d'autres associations de familles de victimes de violences policières, mène un combat de longue haleine pour obtenir « vérité et justice », attaquant frontalement une institution policière qui ne fait pas dans la dentelle. Si ce comité, comme d'autres, a soutenu des luttes comme celle des Gilets jaunes ou des grèves en banlieue parisienne, c'est la première fois qu'il parvient à rassembler autant de monde sur le sujet du racisme et des violences policières.

Impressionnants par le nombre de participants ou leur extension géographique sur tout le territoire, les rassemblements du 2 juin ont été marqués par la présence massive de primo-manifestants, majoritairement très jeunes, très mélangés, avec une nette majorité de femmes et une fraction importante de Noirs et d'Arabes – en somme des défilés pour une fois représentatifs de la jeunesse des quartiers populaires.

Ces manifestations, quelques jours après la marche des solidarités où des milliers de sans-papiers, premiers de corvée parmi les premiers de corvées, exigeaient courageusement leur régularisation malgré l'interdiction préfectorale, ont eu un effet immédiat : celui de lever en fait – et deux semaines plus tard en droit – l'interdiction générale de manifester sous prétexte d'état d'urgence sanitaire. Camouflet pour le gouvernement qui, tout en prétendant soutenir le mouvement Black Lives Matter, s'est rangé de fait dans le camp des réactionnaires à la Trump en tentant d'interdire les protestations en France… et s'est ridiculisé en n'y parvenant pas.

Le 20 juin, des milliers de travailleurs sans papiers d'origines diverses manifestaient à nouveau dans plusieurs villes. Un nouveau succès. Et la volonté de se battre résumait l'atmosphère des cortèges denses et très animés de la très longue manifestation parisienne.

Droite, extrême-droite, macronistes : convergences réactionnaires

À l'aube du déconfinement, ces rassemblements massifs de jeunes se superposaient aux premiers débrayages chez Renault face à un plan de suppressions de postes, le premier d'une longue série à venir, et à la colère du monde hospitalier qui prenait forme en préparation de la manifestation du 16 juin. Un déconfinement des colères avec des réactions venues d'en bas (car on ne ▸

peut pas dire que les appareils syndicaux aient soufflé sur aucune de ces braises, plus occupés dans un pseudo-dialogue social avec patronat et gouvernement) devenait une vraie possibilité et un cauchemar pour Macron.

D'où un bégaiement gouvernemental dans les jours qui ont suivi : Castaner en mission commandée pour éteindre l'incendie lance de vagues promesses (sanctionner le racisme dans la police) et des demi-mesures (interdiction de la clé d'étranglement). Une manœuvre qui est très loin d'apporter un début de réponse aux aspirations des manifestants mais qui sonne comme un aveu auquel le ministre de l'Intérieur s'était toujours dérobé, une reconnaissance de l'existence du racisme et des violences policières.

Il n'en fallait pas plus pour que l'extrême-droite et la droite, avec les syndicats policiers en avant-garde, montent au créneau en défense des flics, ou des « Blancs », accusant le gouvernement de céder aux communautaristes et aux criminels. Suivant la tradition du « un pas en avant, deux pas en arrière », Macron a finalement choisi son camp dans son allocution du 14 juin, au lendemain de nouvelles manifestations aussi nombreuses que les premières : reprenant toute la rhétorique de l'extrême-droite identitaire, il assure la police de tout son soutien (les flics auront compris la garantie de l'impunité totale dont ils bénéficient) et traite les manifestants de « séparatistes ». Le ministère de l'Intérieur revient sur l'interdiction de l'étranglement et ajoute le taser à l'arsenal de flics déjà suréquipés.

Amplifier et unifier les luttes

En moins de deux semaines, les manifestations ont polarisé le champ politique. Les deux finalistes de la dernière présidentielle se retrouvent ouvertement sur les mêmes positions, face à une jeunesse dont seuls des menteurs professionnels peuvent affirmer qu'elle serait mue par un réflexe communautariste. La gauche est inexistante, en témoigne le rassemblement raté qu'elle a organisé le 9 juin, en déterrant pour l'occasion la vieille institution « SOS-Racisme ». Embourbée dans la cuisine d'un second tour des municipales qui est pourtant loin à l'arrière-plan, la gauche cherche à la fois à ne pas aggraver la coupure déjà béante avec la jeunesse populaire mais, en même temps, à ne pas égratigner l'institution policière dont elle sollicitera les sales services si jamais elle revient au pouvoir. Malgré sa position de faiblesse, rien ne dit que les partis de cette gauche de gouvernement ou leurs satellites ne parviennent à faire revivre les illusions « républicaines ». Ce sera en tout cas leur politique dans le cours du mouvement s'il venait à se développer.
Du point de vue des révolutionnaires, l'irruption de la jeunesse qui investit en masse ce combat contre le racisme et les violences policières est une excellente nouvelle. Le cri de ralliement des manifestations, « pas de justice, pas de paix », recèle un potentiel politique immense. Oui la bourgeoisie mène une véritable guerre aux classes populaires et, dans cette guerre, l'État qui la défend mobilise la violence de sa police et tous les préjugés, racistes, sexistes ou autres, pour renforcer l'exploitation. Oui il faut que les classes populaires déclarent la guerre à cet État policier, dont la militarisation croissante se déchaîne aujourd'hui à la fois contre la jeunesse des quartiers populaires issue de l'immigration, mais aussi contre les grèves et les manifestations. Des tâches dans lesquelles les flics sont bien aidés par une justice aux ordres qui montre le même mépris de classe pour les ouvriers et chômeurs des petites villes en Gilets jaunes que pour… les ouvriers et chômeurs banlieusards des plus grandes noirs ou maghrébins. Mais aussi par le patronat qui licencie pour un oui ou pour un non des jeunes rétifs à la discipline ou des militants rétifs à l'exercice pipé du dialogue social.

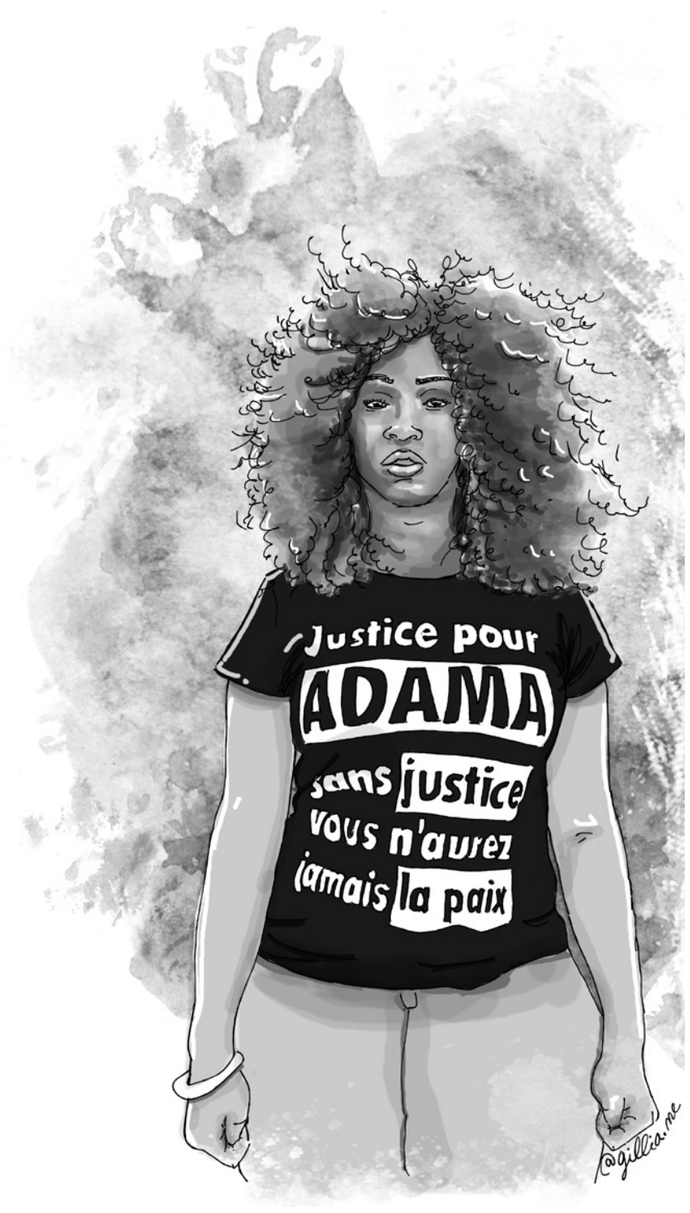
Oui il faut une mobilisation d'ampleur pour faire taire les racistes et un combat pied à pied contre les discriminations institutionnelles à l'embauche, dans l'accès au logement, les démarches administratives, dans tous les aspects de la vie sociale. Il faut en finir avec la fabrique de sans-papiers, réputés travailleurs sans droits. En finir avec les frontières qui tuent par milliers chaque année en Méditerranée. C'est tout le monde du travail qui sortirait gagnant d'avoir fait reculer ces plaies et ces divisions. ■



Retrouvez nos éditos en format vidéo sur notre chaîne youtube : **@convergencesrevolutionnaires**

Aux racines du racisme

21 JUIN 2020 – ALDO BATTAGLIA



Il n'est pas difficile de montrer que le racisme dans la police n'a rien d'accidentel, tant les réseaux sociaux ont permis de diffuser massivement des témoignages à ce sujet, comme récemment le propos d'un gendarme à l'un de ses collègues, au sujet d'un homme qui avait sauté dans la Seine pour échapper à une interpellation : « *Un bicot comme ça, ça ne nage pas. Ça coule, tu aurais dû lui accrocher un boulet au pied.* »[1] Mais, face à tant d'évidence, on continue d'entendre un discours qui réduit le racisme à une sorte de perversion invraisemblable de notre beau système démocratique. Dans une pétition lancée par SOS Racisme, on peut lire que le racisme est une « *réalité contraire à l'esprit de la République* »[2]. Autant dire – ce serait plus juste – que le racisme est *conforme* à la réalité de la République. Car les forces de l'ordre sont bel et bien chargées de défendre un ordre social, avec toutes les inégalités qui le constituent.

Pourquoi donc le racisme est-il aussi solidement chevillé au corps de la société bourgeoise ?

Il faut rappeler tout d'abord que le capitalisme en lui-même est indifférent à l'origine, à la couleur de peau, comme il l'est au genre ou à la religion. Tout individu constitue pour la bourgeoisie une force de travail disponible et par conséquent du capital. C'est le développement du capitalisme à l'échelle du globe qui unifie l'humanité sous le talon de fer de l'exploitation. Le capitalisme n'est donc pas en lui-même raciste… en théorie ! Mais dans la réalité, c'est-à-dire dans l'histoire, le capitalisme a eu très tôt besoin du racisme, d'abord sous des formes légales, puis, comme aujourd'hui, sous des formes plus insidieuses mais pas moins concrètes.

Le racisme s'est développé en même temps que le marché mondial lorsque la bourgeoisie européenne, profitant de l'aubaine provoquée par les progrès de la navigation et la



découverte des Amériques, a asservi les populations des terres conquises puis réduit en esclavage la main-d'œuvre raflée sur les côtes africaines. Dans ce processus d'*« accumulation initiale »* qui marque les débuts du capitalisme moderne, Marx soulignait l'importance de l'utilisation systématique du *« pouvoir d'État, [de] la violence concentrée et organisée de la société, pour activer artificiellement le procès de transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste et pour en abréger les transitions. »*[3] L'Ancien régime a ainsi vu naître les premières législations clairement racistes, comme en France le Code noir (1685), inspiré par le ministre Colbert (cité parmi les statues à déboulonner), qui réduisit les esclaves noirs au statut de biens *« meubles »*. Comme le résumait encore Marx: *« L'esclavage camouflé des ouvriers salariés en Europe avait besoin du piédestal de l'esclavage sans phrase dans le nouveau monde. »*[4]

Lorsque la bourgeoisie parvint enfin au pouvoir politique, le racisme permit encore de justifier la colonisation. Alors que la Révolution française avait aboli l'esclavage en 1794 – notamment grâce au soulèvement des esclaves eux-mêmes –, Bonaparte s'empressa de le rétablir. En 1805, l'arrêté qui portait application du Code civil aux colonies expliquait cyniquement que *« de tout temps, on a connu dans les colonies la distinction des couleurs, qu'elle est indispensable dans les pays d'esclaves, et qu'il est nécessaire d'y maintenir la ligne de démarcation qui a toujours existé entre la classe blanche et celle de leurs affranchis ou de leurs descendants »*. Et, même après la seconde abolition de l'esclavage en 1848, la IIIe République inventa de nouvelles lois racistes en distinguant les *« citoyens français »* de métropole des *« sujets français »* de l'Empire colonial. Ce Code de l'indigénat fut aboli en 1946, mais le régime d'exception (pour les colonisés) qu'il instituait fut maintenu dans les faits jusqu'aux indépendances. On voit que, en matière de lois racistes, le régime de Vichy n'avait rien inventé.

Le racisme d'aujourd'hui s'inscrit dans cette longue histoire du capitalisme, né dans la violence indispensable pour transformer des millions d'hommes en esclaves ou en prolétaires. Il s'est perpétué, au cours des XIXe et XXe siècles, par les politiques impérialistes des pays les plus développés, toujours justifiée par une quelconque supériorité, qu'elle soit raciale ou culturelle.

À l'immigration intérieure (Bretons déjà stigmatisés comme des *« ploucs »* au XIXe siècle, Auvergnats…) a succédé une immigration européenne (Italiens, Polonais, Espagnols, Portugais) puis une immigration issue des colonies, en particulier nord-africaine dans l'entre-deux-guerres et dans l'après-guerre. Sous-payée, n'accédant pas immédiatement à la nationalité et donc à la citoyenneté de plein droit, la classe ouvrière immigrée a constitué une formidable réserve de main-d'œuvre, régulièrement renvoyée au chômage et à la précarité, et désignée comme bouc émissaire. Les immigrés originaires d'Afrique subsaharienne, venus en France essentiellement après les indépendances des années 1950-1960, se retrouvent de fait spécialisés dans les métiers les plus pénibles, dans le bâtiment, l'intérim, la sécurité… Dans la logique migratoire propre au capitalisme, ce sont souvent les derniers venus qui sont les moins bien traités, à l'instar des Roms ou des Noirs aujourd'hui.

Mais cette logique du dernier arrivé ne fait que s'ajouter à la permanence des préjugés issus de l'époque coloniale, renforcée par la continuité de la politique impérialiste de la France, dont l'armée est toujours présente sur le continent africain et dont les multinationales continuent de piller les ressources des ex-colonies. Alors que les immigrés blancs pouvaient aisément, après un temps plus ou moins long, s'intégrer au reste de la population en faisant oublier leurs origines, les immigrés non européens ont continué à subir les stigmates associés, dans l'imaginaire raciste, à leur origine, à leur couleur de peau ou à leur religion. Le racisme a ainsi constitué un outil puissant pour maintenir une partie de la population dans les marges du prolétariat, pour les emplois les plus durs et les moins qualifiés.

Sur le plan idéologique, enfin, le racisme constitue une sorte de prolongement du mépris de classe, en permettant de justifier les inégalités au sein même de la classe ouvrière. Il est d'ailleurs frappant que les discriminations actuelles recoupent parfaitement la hiérarchie raciale instituée à l'époque coloniale, où les Noirs se trouvaient tout en bas de l'échelle, en-dessous des Asiatiques et des Arabes. Tout comme il est frappant que les préjugés actuels sur les Noirs et les Roms reposent sur ce même déni d'humanité qui a justifié leur mise en servitude pendant plusieurs siècles – car, on l'oublie trop souvent, l'esclavage des Roms de Roumanie n'a été aboli qu'en 1864, à la même époque que les Noirs américains (et les serfs de Russie). Les emplois subalternes, le chômage, la précarité que subissent davantage les populations d'origine immigrée, on ne peut les expliquer que par le racisme – à moins d'être soi-même… raciste, c'est-à-dire de considérer que ces populations sont responsables de leur sort, soit par leur culture, leur éducation, soit par leur nature ! Après tout, Macron ne dit pas autre chose lorsqu'il exprime son mépris de *« ceux qui ne sont rien »*.

On le voit, si le racisme est *« systémique »*, c'est parce que le capitalisme porte en lui le racisme *« comme la nuée porte l'orage »*…

État bourgeois, par conséquent raciste

Aujourd'hui, la législation bourgeoise n'est plus explicitement raciste… pas plus qu'il n'y a de législation clairement sexiste : l'évolution récente de la plupart des États impérialistes va dans le sens de l'égalité de droit. Rappelons que celle-ci est au fondement du droit bourgeois : une égalité abstraite, qui permet de traiter tout le monde sur le même pied – c'est-à-dire celui de l'exploitation. C'est en partant de ce constat que l'un des premiers socialistes, Buonarotti, écrivait que *« l'égalité ne fut autre chose qu'une belle et stérile fiction de la loi »*. Il ajoutait : *« Aujourd'hui qu'elle est réclamée d'une voix plus forte, on nous répond : Taisez-vous, misérables ! l'égalité de fait n'est qu'une chimère ;* […] *vous êtes tous égaux devant la loi. Canaille, que te faut-il de plus ? »*[5]

Il a fallu bien du temps, et bien des luttes, pour que cette égalité de droit soit acquise dans le domaine racial. Et encore ! Certes, il est loin – et c'est heureux – le temps de l'indigénat, encore plus loin celui de l'esclavage légal ; mais l'État français (pour ne citer que lui) mène toujours, sur fond d'égalitarisme abstrait, des politiques racistes. Les politiques migratoires permettent de séparer une immigration *« choisie »*, très majoritairement blanche, européenne ou nord-américaine, et une autre *« subie »*, venant des pays sous domination impérialiste. Ces termes régulièrement employés dans le débat politique ne sont pas seulement racistes, ils sont trompeurs, puisque c'est un choix conscient de l'État que de faire le tri parmi les migrants et de marginaliser ceux des pays pauvres, sans pour autant leur interdire tout accès au territoire dans la mesure où ils restent nécessaires pour faire tourner une partie de l'économie. Plus pervers encore, au sein même de cette immigration, on distingue une immigration légale et une autre illégale : la première, à qui l'accès à la nationalité française est de plus en plus difficile, la seconde contrainte à fuir les contrôles de police et à multiplier les démarches pour obtenir les papiers nécessaires à sa régularisation.

Il y a donc bien, aujourd'hui encore, des lois racistes en France. Les dispositions spéciales consacrées aux Roms d'immigration récente (souvent citoyens européens, mais cibles d'expulsions et de persécutions policières) sous les présidences de Sarkozy et Hollande constituent, dans ce domaine, un cas d'école[6]. Plus largement, les politiques migratoires de l'UE ont même favorisé le développement de l'esclavage et de la traite, en Europe et dans ses marges comme en Libye. Ajoutons enfin que, au-delà de ce racisme caractéristique d'un État impérialiste comme la France, l'État bourgeois s'est toujours construit sur des bases nationales. Pour qu'un État bourgeois existe il lui faut, en effet, un territoire et une population constituée en « peuple », c'est-à-dire qui forme un tout malgré ses inégalités réelles. L'État se construit sur la négation de la lutte des classes, soit, disait Engels, comme *« un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'"ordre". »*[7]

Aussi n'est-il pas étonnant qu'on rencontre, tout au long de l'histoire, la tendance de l'État bourgeois à utiliser le racisme pour raffermir sa base nationale. Et ce n'est pas Manuel Valls qui a inventé cette idée que *« la lutte des classes disparaît au profit de la guerre entre races »*[8]. L'antisémitisme a longtemps joué, et continue de jouer ce rôle[9]. En France, où l'État s'est constitué dans la violence de l'impérialisme, les gouvernements recourent régulièrement de façon tout à fait cynique à l'outil du racisme. Même à gauche, comme sous Hollande, qui a tiré de son chapeau (ou plutôt du chapeau de l'extrême droite) l'idée de la déchéance de nationalité après les attentats de novembre 2015. Quant à Macron, élu sur un programme libéral pro-européen et porte-voix d'une grande et d'une petite bourgeoisie urbaine, libérale et (en apparence) ouverte sur le monde, il n'a pas tardé à affirmer sa *« fermeté »* face aux migrants en poursuivant la politique de fermeture des frontières de ses prédécesseurs. Et, surtout, lorsque le mouvement des Gilets jaunes lui a causé de sérieuses difficultés, il s'est empressé de mettre l'identité nationale et l'immigration au cœur du « Grand débat », reprenant les thèmes favoris du Rassemblement national, alors même qu'il avait au préalable accusé les Gilets jaunes de jouer le jeu du RN et d'abriter en leur sein des antisémites.

Aujourd'hui, après avoir laissé Castaner concéder aux manifestants l'abandon de la clé d'étranglement, voilà qu'il ordonne la fin de la récréation. Et pendant que son ministre recule sous la pression de ses propres troupes, Macron se fait le champion de l'unité nationale, accusant les organisateurs des manifestations de *« séparatisme »*, alors même que ces manifs rassemblent une population extrêmement mixte ! Notons au passage que le président a été jusqu'à s'aventurer dans la théorie, en s'en prenant aux universitaires, coupables selon lui d'avoir analysé le racisme de la société française et en les accusant de *« casser la république en deux »*[10]. Autrement dit, reconnaître la réalité du racisme et sa profondeur, ce serait remettre en cause la République, une et indivisible comme chacun sait.

Il s'agit aussi bien d'une forme de politique raciste, une façon de favoriser ceux qui, parmi les militants antiracistes, défendent la même chose que l'extrême droite, à savoir la séparation des blancs d'un côté, des Noirs et des Arabes ou musulmans de l'autre. Les perspectives racialistes de ces militants de la galaxie « décoloniale », du Parti des Indigènes de la République ou d'autres officines du même tonneau, n'ont pourtant pas émergé pendant les manifestations de ces dernières semaines qui mettaient au premier plan l'exigence d'une lutte d'ensemble et non la lutte « autonome » de chaque groupe « racisé », pour reprendre la terminologie de ces militants. Car seule une lutte d'ensemble peut balayer les oppressions subies par les classes populaires, sans nier les différences produites par ces oppressions, et au fond de la façon la mieux « intersectionnelle » qui soit.

Comment en finir avec le racisme ?

On a vu que le racisme n'était pas un accident, une aberration dans la société capitaliste qu'il suffirait de corriger (par des lois adaptées, la répression des propos et des actes racistes, etc.). D'ailleurs, ce n'est pas avec des lois qu'on empêchera les racistes de l'être – dans la police ou en dehors. Tout au plus peut-on, grâce au rapport de forces créé par la mobilisation, contraindre la police à se montrer moins agressive, bref la calmer. Mais ce n'est là qu'une solution superficielle, qui corrige les comportements sans corriger les idées. Et, surtout, ces solutions se heurtent à une contradiction impossible : même dans le meilleur des cas, l'État ne pourrait s'en prendre longtemps à sa propre police, qui est tout de même là, en dernière instance, pour le protéger, lui et l'ordre social qu'il maintient – comme en témoigne la répression accrue des manifestations depuis quelques années – et pas pour protéger la population, comme le prétend SOS-Racisme en demandant ingénument que les policiers *« se comportent en toutes circonstances en conformité avec la loi et leur code de déontologie »*.

Il faut combattre le racisme, mais pas au nom d'une prétendue « unité du peuple » comme le fait Mélenchon : « C'est l'unité de notre peuple qui est mise en cause par les contrôles au faciès, les propos ou comportements racistes et le déni de justice des violences policières impunies »[11]. Il faut aussi combattre les illusions crées par de tels propos qui, non seulement prônent une unité qui occulte la coupure irréconciliable entre oppresseurs et opprimés, mais font de la police la garante de cette pseudo-unité, alors que, tout au contraire, elle est là pour maintenir les opprimés dans la sujétion. Entre les propos d'un Macron et ceux-de Mélenchon, il y a un point commun : la volonté de sauver la peau de la police, pilier de la République bourgeoise, et de rétablir *« l'unité »* de celle-ci. Sommé par un flic, lors d'une interview sur France inter[12], de se justifier d'avoir dénoncé le racisme de la police, Ruffin s'est montré on ne peut plus rassurant… pour la police : *« Sachez que mon objectif est d'éviter une guerre, des batailles rangées entre la police et la population* […] *Il faut que les bonnes volontés, du côté de la police et de la population, se bagarrent pour rétablir cette confiance qui est aujourd'hui mise à mal »*.

Nous nous opposons évidemment à de telles considérations : l'unité nationale, très peu pour nous. C'est une autre unité que nous voulons : la classe ouvrière se doit d'unir tous ceux et celles qui veulent en finir avec le capitalisme et tout son cortège d'oppressions. Le fait que les manifestations récentes aient réuni une population extrêmement hétéroclite, jeune, de toutes origines, et de tout genre, prolétaire ou petite-bourgeoise, est en soi très prometteur. Et il nous rappelle au passage que la prise de conscience politique ne peut pas se réduire à la prise de conscience de sa propre oppression. Que des blancs se révoltent contre les discriminations que subit une partie de la population, en raison de sa couleur ou de son origine, c'est la moindre des choses.

Si racisme et capitalisme sont deux choses distinctes, elles sont intimement liées. Le racisme est constitutif du capitalisme français – ou belge, hollandais, britannique… ou américain ; cela en raison du chemin emprunté par la mise en place de la domination de la bourgeoisie sur la société. Le racisme plonge ses racines aussi profondément dans l'histoire que le capitalisme, et l'on ne peut l'extirper sans déraciner en même temps l'arbre capitaliste autour duquel il s'est fixé.

La classe ouvrière doit prendre en charge la lutte contre le racisme si elle veut combattre sérieusement ses exploiteurs. Pas seulement parce que ceux-ci entretiennent consciemment ou inconsciemment le racisme, mais aussi parce que, si la classe ouvrière restait en dehors de cette lutte, elle en laisserait la direction à des leaders petits-bourgeois, intellectuels ou figures locales de quartiers populaires désireux de se faire une place au soleil de la République. C'est ce qui s'est déjà passé aux États-Unis, où les *« leaders noirs »* sont le plus souvent liés à une bourgeoisie et à une petite notabilité communautaires. Celles-ci peuvent jouir de privilèges – non seulement économiques, mais aussi liés au fait de vivre un peu plus à l'abri de la violence raciste que le reste de la population noire[13]. En témoigne la croissance d'une bourgeoisie noire dans les anciens États ségrégationnistes, en Afrique du Sud et aux États-Unis. Les espoirs soulevés par Obama, premier président noir (lequel, d'ailleurs, n'est pas descendant d'esclaves), n'ont heureusement pas empêché les Afro-américains de lancer le mouvement Black Lives Matter en 2013 – ni de se révolter contre les violences policières comme à Baltimore en 2015.

De fait, si les mouvements antiracistes peuvent bien obtenir de nombreux progrès dans le domaine de l'égalité de droit (comme l'a fait aux États-Unis le mouvement des droits civiques), seule la remise en cause du capitalisme peut permettre d'avancer vers l'égalité réelle et, à terme, de l'arracher.

Alors, la classe ouvrière devra, dans le combat antiraciste comme dans chacun de ses combats, affirmer son indépendance vis-à-vis des perspectives étroitement bourgeoises défendues par tous les réformistes, qu'ils se trouvent au PS, à la FI ou ailleurs, dans les mouvements antiracistes ou au sein des quartiers populaires. De ce point de vue, la prise de conscience grandissante du problème raciste et la mise en accusation d'un « racisme d'État » ou « systémique », qui vise le pouvoir politique plutôt que les individus qui sont à son service, constituent un progrès politique indéniable – même si l'expression racisme d'État semble sous-entendre que l'État pourrait ne pas être raciste. Dénoncer le racisme de l'État, il faut le faire, mais sans semer l'illusion qu'on pourrait le débarrasser du racisme qu'il a, chevillé au corps, et à condition de comprendre et d'expliquer que l'État est raciste parce qu'il est bourgeois, et que pour se débarrasser du racisme il faudra le renverser.

Car, pour le prolétariat, soulever le problème du racisme, c'est déjà soulever de nombreux autres problèmes : celui de la violence de la police en général (bien visible pendant la révolte des Gilets jaunes), celui des inégalités économiques et de toutes les discriminations, celui de la justice de classe, le rôle joué par les forces de l'ordre dans son maintien et dans la répression des classes populaires en général. Toutes choses qui poussent à remettre en question l'ordre social lui-même, la société capitaliste et l'État qui la gère. Sachant que, si nous voulons renverser le capitalisme et son État, nous trouverons inévitablement sur notre chemin… sa police – et son armée. ■

////////////////////////

1. https://www.leparisien.fr/video/video-un-bicot-comme-ca-ca-ne-nage-pas-indignation-apres-des-propos-racistes-tenus-par-des-policiers-27-04-2020-8306499.php

2. https://pourunepolicesansracisme.wesign.it/fr

3. Le Capital, livre I, chap. XXIV.

4. Même chapitre.

5. Conspiration pour l'égalité dite de Babeuf, 1828.

6. Les Roms de nationalité française mais qui ne sont pas sédentarisés, victimes depuis longtemps de discriminations, persécutés par Vichy et déportés par les nazis, étaient assimilés, depuis 1969, aux gens du voyage et comme tels soumis à une législation spécifique. La loi de 1969, abrogée seulement entre 2012 et 2017, leur imposait un carnet de circulation, véritable passeport intérieur, qui devait être régulièrement présenté et visé par la gendarmerie ou la police. Ils étaient soumis au *« quota »* de 3 % de le population de l'endroit où ils élisaient domicile.

7. L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, chap. VII.

8. Interview donnée par Manuel Valls au magazine d'extrême droite Valeurs actuelles, parue le 18 juin 2020 : « La lutte des classes disparaît au profit de la guerre entre races »

9. Souvent de façon indirecte, l'accusation d'antisémitisme étant régulièrement brandie pour stigmatiser les classes populaires (Gilets jaunes, musulmans, habitants des quartiers populaires), ce qui a pour conséquence de renforcer le complotisme et l'antisémitisme en leur sein en donnant l'impression que l'État a quelque chose à cacher.

10. https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/06/10/il-ne-faut-pas-perdre-la-jeunesse-l-elysee-craint-un-vent-de-revolte_6042430_823448.html

11. Sur le blog de Mélenchon *« La vie n'est pas une partie de Scrabble – Réponses à Libération »*, 11 juin 2020.

12. https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-02-juin-2020

13. Rappelons au passage que confier la gestion des ghettos à leurs élites est un classique des politiques racistes et ségrégationnistes, depuis le ghetto de Venise, institué au XVIe siècle, jusqu'aux ghettos juifs imposés par les nazis.

» ÉTATS-UNIS
DANS LA FOULÉE DE L'IMMENSE MOUVEMENT ANTI-RACISTE

Comment aller au-delà de la revendication du "définancement de la police"

19 JUIN 2020 – SPEAK OUT NOW

Nous publions ici la traduction d'un article du 19 juin dernier de nos camarades de Speak Out Now. La version intégrale en anglais de leur article est consultable sur leur site web.

Le récent assassinat de George Floyd par la police a suscité l'indignation. Des millions de personnes sont descendues dans les rues pour exiger la fin des violences policières, du racisme systémique et de l'oppression des Noirs.

Le racisme qui alimente les préjugés et la brutalité de la police ne diminue pas. Depuis la mort de Floyd, alors que des centaines de milliers de manifestants protestent toujours dans les rues, les assassinats continuent. Le meurtre par la police d'Atlanta de Rayshard Brooks, qui a reçu une balle dans le dos alors qu'il s'enfuyait, a été filmé et visionné par des millions de personnes. À Vallejo, en Californie, Sean Monterrosa a été abattu de cinq balles alors qu'il s'agenouillait les mains en l'air. Meurtre devant témoins, mais qui n'a pas été filmé.

« Définancer » la police, un slogan populaire

Dans le sillage de cette vague mondiale, des appels nationaux se sont multipliés pour « définancer la police », autrement dit, réduire les budgets consacrés à la police. Une proposition avancée par des militants depuis un certain temps, en réponse à l'échec persistant des réformes de la police, et qui a récemment bénéficié d'un soutien et d'une attention médiatique accrus.

La plupart des militants demandent que les ressources et les budgets énormes qui sont normalement alloués aux services de police soient redirigés vers des services sociaux tels que l'éducation, la santé ou le logement. Selon eux, cela permettrait de mieux s'attaquer aux causes profondes de ce qui est considéré comme « criminel » : la pauvreté, la maladie mentale et le mal-logement. D'autres se concentrent davantage sur les pratiques et les politiques policières : la nature des incidents auxquels la police doit répondre, ou la question de savoir si elle doit être armée. Pour d'autres encore, le « définancement » ne suffit pas et ils demandent l'abolition complète de la police. À la place d'une force de police, ils sont favorables au développement de réseaux d'intervention communautaires pour résoudre les conflits par des méthodes non violentes.

Le sens donné au slogan « définancer la police » peut encore évoluer, au fil des mobilisations de celles et ceux qui le défendent.

La réaction du gouvernement

À Minneapolis, l'épicentre des manifestations pour George Floyd, le conseil municipal s'est récemment engagé à « démanteler » son service de police. Il affirme vouloir lancer un processus d'un an, en lien avec la population, pour étudier la mise en œuvre d'un nouveau système de sécurité publique. Cela inclut la possibilité, lors des élections de novembre, de mettre en place un vote sur la réduction des effectifs policiers de la ville.

À New York et Los Angeles, où les budgets de police atteignent plusieurs milliards de dollars, les maires ont proposé des réductions mineures qui, selon eux, permettront d'investir d'autant dans des programmes sociaux.

Le gouverneur de l'État de New York, Cuomo, a rapidement fait adopter une série de réformes ordonnant à toutes les villes et municipalités de réorganiser leurs forces de police d'ici avril 2021, s'ils veulent continuer à bénéficier du financement de l'État. Ces réformes prévoient l'interdiction des étranglements, la mise à disposition des dossiers disciplinaires des officiers pour examen public et la révision des pratiques actuelles de la police. Au niveau fédéral, les politiciens ont également été contraints de prendre position. Après être restés muets, les têtes de file démocrates ont réagi, à leur manière habituelle : en ébauchant une législation visant à mieux former les policiers, en proposant de nouvelles commissions pour lutter contre les inégalités raciales et, bien sûr, en demandant de voter pour eux lors des prochaines élections. Le candidat démocrate à la présidence, Joe Biden, a quant à lui clairement indiqué qu'il n'était pas du tout favorable à une réduction du financement de la police, et qu'il voulait plutôt l'augmenter de 300 millions de dollars pour mettre en œuvre ce qu'il appelle des « réformes significatives », telles que la reconversion des agents de police.

D'autres hauts fonctionnaires ont rejeté une proposition jugée « irréaliste », « irresponsable » et même « dangereuse », tandis que certains se sont simplement abstenus de réagir à toute revendication de définancement.

Trump a fait de la question policière un axe majeur de sa campagne de réélection, en se présentant comme le président de la « Loi et de l'Ordre » et en s'en prenant aux démocrates laxistes en matière de criminalité, qui ne soutiendraient pas assez la police. […] Contraint d'aborder la question de l'étranglement de George Floyd, il a déclaré que *« les étranglements seront interdits sauf si la vie d'un officier est en danger »*. Il a reçu les éloges de l'Ordre fraternel de la police (FOP), le plus grand syndicat de police des États-Unis, qui défend les policiers quels que soient leurs crimes.

Les « réformes » ne suffiront pas

Les solutions proposées par les politiciens ne sont pas nouvelles. Des réformes similaires avaient été introduites en 2014, à la suite d'une vague de protestations déclenchée par les meurtres de Mike Brown et Eric Garner par la police. L'administration Obama avait créé une « Commission présidentielle sur la police du 21e siècle », prétendument chargée de la lutte contre la brutalité policière. Cette commission n'a fait qu'élaborer des rapports et donner des conseils, ignorés par la plupart des services de police. L'utilisation de caméras portatives par les policiers et la mise en place de commissions d'examen, ont également été adoptées. Mais ces réformes ont peu contribué à prévenir les meurtres policiers et à permettre que les agents soient tenus responsables de leurs actes. En fait, la plupart des vidéos qui ont suscité des réactions proviennent de témoins filmant avec leurs téléphones portables.





Depuis 1994, le gouvernement fédéral a également le pouvoir de soumettre les services de police locaux à une supervision fédérale. Cette supervision est censée permettre de surveiller et de réformer les services de police où sont constatés des opérations ou des comportements anticonstitutionnels, illégaux ou racistes. De nombreux services de police ont été soumis à cette mesure, certains pendant des années, sans que l'on y voie vraiment d'améliorations – le service de police de la ville d'Oakland est sous surveillance fédérale depuis 2003 ! Et sous l'administration Trump, l'utilisation de la supervision fédérale a bien entendu été largement réduite. Le développement de politiques et de procédures plus strictes ne suffit pas pour que la police les suive.

Les syndicats policiers

Les policiers ont des syndicats parmi les plus puissants, et sont souvent protégés des poursuites judiciaires par la doctrine de *« l'immunité qualifiée »*. Celle-ci les garantit contre les poursuites civiles pour la plupart de leurs actes parce qu'ils *« font simplement leur travail »*. C'est pourquoi ils n'ont aucun problème à utiliser une force excessive ou létale en sachant qu'ils s'en tireront. Ils ont de fait un permis de tuer. Il en résulte que seuls 104 policiers ont été inculpés de meurtre ou d'homicide involontaire depuis 2005. En 2019, seuls quatre d'entre eux ont été condamnés pour meurtre !

Protéger et servir qui ? Bref retour historique

Les premières forces de police sont nées au début du XVIII^e^ siècle, dans le sud des États-Unis. Il s'agissait de patrouilles destinées à capturer les esclaves en fuite et à les rendre à ceux qui en revendiquaient la propriété. Dans les premières années du XIX^e^ siècle, des services de police modernes ont été créés dans le Nord industriel pour réprimer violemment les travailleurs en grève et patrouiller dans les quartiers populaires. À partir de 1916 et de la « Grande migration », le déplacement à grande échelle des Noirs du Sud rural vers les villes du Nord et de l'Ouest, la police s'est surtout concentrée sur le contrôle violent des Noirs dans les zones urbaines, et moins sur les immigrants récents et les travailleurs blancs. Aujourd'hui, la police joue encore le même rôle.

Depuis 1997, une militarisation croissante des polices locales

Malgré des tentatives de réforme de la police, ses forces jouent un rôle de plus en plus répressif.

On a ainsi pu constater une militarisation croissante des forces de police locales au cours des dernières décennies. Dans le cadre d'un programme établi par le « National Defense Authorization Act » de 1997, sous la présidence de Clinton, les services de police locaux ont reçu de larges stocks d'équipements militaires excédentaires. Entre 1997 et 2014, elles ont obtenu 4,3 milliards de dollars de matériel de qualité militaire, dont des dizaines de milliers de mitrailleuses et de fusils d'assaut, 600 véhicules blindés résistants aux mines (MRAP), 205 lance-grenades et des milliers d'équipements de vision nocturne et de camouflage. Dans le cadre de ce programme, les agences qui reçoivent du matériel militaire sont tenues de l'utiliser dans l'année qui suit son acquisition, ou de le retourner, ce qui les incite à l'utiliser contre nous.

Les SWAT

Tout cet équipement s'ajoute aux équipes spéciales d'intervention (SWAT : *Special Weapons And Tactics*), déjà lourdement armées, qui existent dans la plupart des services de police. Celui de Los Angeles a commencé à mettre sur pied l'une des premières unités SWAT après la révolte de Watts, en 1965. Elle a servi de modèle dans tout le pays, après un premier déploiement significatif contre le local du Black Panther Party de Los Angeles. Au petit matin du 9 décembre 1969, une troupe de 350 policiers était montée à un assaut qui, après une fusillade de quatre heures, s'était conclu par la reddition des six Panthers qui se trouvaient dans le bureau. Depuis cette époque, les unités SWAT sont utilisées pour diverses attaques politiques. Elles sont massivement employées contre les communautés noires dans tout le pays, principalement pour des raids anti-drogue et pour servir de base à des mandats d'arrêt. Sur les quelque 50 000 raids du SWAT qui ont lieu chaque année, seuls 7 % sont destinés à des « situations d'urgence ».

La violence de la pauvreté

La brutalité policière maintient les inégalités sociales et économiques. Minneapolis, par exemple, est l'une des villes où l'écart entre riches et pauvres est des plus spectaculaires, avec un taux de pauvreté de 20,7 %, un taux de chômage officiel de 9,4 % et un nombre de sans-abris estimé à 4 000. Ses disparités raciales sont parmi les pires du pays. Le revenu annuel médian d'une famille noire est de 38 178 dollars, contre 84 459 dollars pour une famille blanche. Le taux de pauvreté des Noirs est de 25,4 %, soit plus de quatre fois supérieur à celui des Blancs, et le taux d'incarcération des Noirs est onze fois supérieur à celui des Blancs. [...] Ces communautés pauvres et ouvrières, en particulier celles composées principalement de personnes de couleur, font face à des flics qui ont le pouvoir de maintenir le contrôle par tous les moyens y compris l'utilisation de la violence létale. Les gens sont non seulement confrontés à la violence de la police, mais aussi à la menace d'aller en prison sous n'importe quel prétexte ou infraction que les flics sont prompts à inventer.

Repenser la sécurité publique

En raison des niveaux élevés de criminalité et de violence qui existent dans beaucoup de communautés, de nombreuses personnes ressentent le besoin d'une force de sécurité pour les protéger. Sans alternative, elles se tournent vers la police. Mais la sécurité publique ne peut être réduite à la seule protection des vies et de l'intégrité physique des personnes. Se sentir en sécurité dans la société implique d'avoir un emploi sûr, un endroit où vivre, un accès aux soins de santé et à l'éducation, ainsi que d'autres nécessités de base. Ce n'est pas le cas aux États-Unis, où l'on estime que 80 % des travailleurs vivent au jour le jour, où plus d'un demi-million de personnes sont sans abri chaque nuit et où 28 millions de personnes n'ont pas d'assurance maladie. Tout cela alors que les trois milliardaires les plus riches du pays possèdent plus de richesses que la moitié la plus pauvre de la population !

Que faire maintenant ?

Définancer la police est une revendication compréhensible pour commencer à s'attaquer au problème des violences policières. Bien sûr, dans les réformes qui sont en cours, nous prendrons ce que nous pourrons obtenir pour le moment, en particulier la réorientation des budgets de la police vers les populations pauvres. Mais nous ne devons pas nous arrêter là.

Les tentatives de définancement et de réforme de la police ont leurs limites. L'objectif des réformes proposées par les politiciens est de faire cesser les manifestations dans les rues, et de nous pousser à rentrer chez nous dans le calme, comme le gouverneur Cuomo l'a dit très clairement après avoir fait adopter ses propositions de réforme de la police dans l'État de New York.

Selon ses mots : *« Vous avez gagné, gagné, gagné. Vous avez atteint votre objectif. La société dit que vous avez raison, que la police a besoin d'une réforme systémique. C'était la première réalisation. Maintenant, passez à la deuxième étape. »* La deuxième étape étant d'attendre que le processus de réforme de la police ait lieu, ville par ville ou sans doute jamais.

Ils peuvent adopter leurs lois et parler tant qu'ils veulent, la réalité de la terreur policière demeure, comme la réalité du racisme et de la pauvreté. La réalité de notre exploitation demeure et demeurera aussi longtemps que ce système sera en place. Les politiciens reconnaissent le racisme de cette société ; les temps ont changé, et ils ont été contraints d'agir en raison de la détermination dont ont fait preuve des centaines de milliers d'entre nous dans les rues, au cours du dernier mois. Si nous continuons à nous organiser et à compter sur nos propres forces, cette mobilisation peut être le début d'un combat pour changer réellement la société. Nous avons le pouvoir de mettre fin à ce système qui repose sur l'exploitation, l'oppression et la violence raciste. La question qui se pose à nous est celle de savoir si nous nous tournons vers d'autres pour obtenir des réformes, ou si nous restons mobilisés et prenons nos affaires en main en comptant sur notre force pour changer les choses. ■

» ÉTATS-UNIS

Un pays balayé par une explosion des manifestations

07 JUIN 2020 – SPEAK OUT NOW

Extraits de la transcription de l'intervention d'une camarade de Speak Out Now, *lors du meeting Zoom de l'Étincelle-NPA de dimanche 7 juin.*

« …Nous en sommes maintenant à la 13e journée des protestations contre la mort de George Floyd, qui n'ont pas arrêté, du matin jusqu'à tard dans la nuit, à travers le pays. En décembre, on n'aurait jamais pu imaginer ce qu'on vit ici en juin. L'année dernière, il nous semblait que le monde entier éclatait en rébellions. … Ici aux États-Unis, nous vivions un silence social, avec un fort sentiment de démoralisation face à l'aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière. Conditions qui étaient cachées dans la presse par un barrage constant de fausses bonnes nouvelles économiques. Six mois plus tard, voilà que le pays est balayé par une explosion de manifestations.

(…) L'épidémie a durement frappé : nous avons eu aux États-Unis au moins 110 000 morts. Et les pauvres et les travailleurs sont les plus touchés. Les Noirs et les Latinos sont largement surreprésentés parmi les victimes… En tout cas, en ce mois de juin, notre monde a été totalement bouleversé. Des émeutes et manifs contre la violence de la police, nous avons vu ça à maintes reprises au long de notre histoire. (…)

D'abord, ce qui est similaire aux mouvements passés : historiquement, le meurtre d'une personne noire, souvent par la police, mais pas seulement, conduit à une explosion de colère, un soulèvement de la communauté noire, et aussi aux pillages et aux incendies dans certaines parties des villes. Cela a été le cas tout au long des XIXe, XXe et maintenant XXIe siècles. Certains d'entre vous se rappellent les émeutes de 1992 à Los Angeles après l'acquittement des policiers qui avaient tabassé Rodney King, et beaucoup plus connaissent le mouvement Black Lives Matter, qui a commencé en 2012 avec le meurtre de Trayvon Martin… et puis a repris de l'élan en réponse au meurtre de Michael Brown à Ferguson.

À la suite de ces manifs et émeutes, traditionnellement, la communauté fait face à une répression brutale, généralement la garde nationale est appelée à prendre le contrôle des rues. Ensuite, souvent, mais pas toujours, les notables demandent des rapports proposant des réformes de la police, ou des comités chargés de superviser la police. Il est très rare que le gouvernement ensuite propose des réformes qui touchent vraiment aux conditions économiques racistes. (…)

Mais maintenant je veux insister sur les différences avec le passé. Cette fois-ci, le mouvement ne commence pas exclusivement dans la communauté noire. Il est très large. (…) Nous voyons des gens de toutes les races participer aux manifestations, et de larges pans de la classe moyenne, de la classe ouvrière et des pauvres, tous ensemble dans les grandes villes. Les manifestations ont lieu dans les grandes villes, mais aussi dans les petites villes et les banlieues. Nous voyons des manifestations de quartiers noirs qui se dirigent dans les centres-villes, mais aussi là où il n'y a pas ou presque pas de Noirs du tout. (…) Une autre différence est que nous avons assisté à un rare déferlement de soutiens dans les médias, parmi les reporters qui interviewent des manifestants qui se mettent à pleurer à la télévision, C'est contradictoire, bien sûr, parce que nous avons encore des reportages qui se concentrent sur les incendies et les pillages, comme d'habitude.

Je crois qu'une des raisons pour cette différence d'ampleur du mouvement [tient au] changement de conscience qu'a produit le mouvement BlackLivesMatter (Les vies noires comptent). (…) Cette génération qui est dans la rue aujourd'hui, a eu cette expérience de passer de l'âge de 10 ans à l'âge de 18 ans sous l'influence de ce mouvement, connaissant les noms des tués, sous le slogan de *« Say Their Names »* (dites leur nom). Dans mon lycée par exemple, un mur entier est recouvert par le nom des Noirs et Latinos tués ces six dernières années(…) Beaucoup de jeunes Blancs répètent ce qu'ils entendent chez les Noirs : c'est aux Blancs d'arrêter le racisme. On entend aussi que les vrais voleurs, voyous et meurtriers sont blancs, que le vrai crime, ce n'est pas de piller un magasin ou d'allumer un incendie.

Et la réponse des forces de l'ordre ? De la police ? La garde nationale ?

Face à ce vaste mouvement de protestation multiracial, nous constatons que bien sûr, il y a de la violence policière, des gaz lacrymogènes, des flash-balls, et près de San Francisco, dans la ville de Vallejo, un Latino de 22 ans, Sean Monterrosa, a été tué par balle mardi dernier, alors qu'il était à genou, les bras en l'air. À New York et Washington jeudi, la police a entouré les manifestants, une tactique qui s'appelle *kettling*, pour



ensuite les matraquer et les couvrir de gaz lacrymogènes. Et puis… les couvre-feux, mais ensuite, il semble y avoir un accord, surtout dans les États et les villes qui sont sous le contrôle du Parti démocrate, mais pas seulement, pour réagir avec plus de retenue dans l'ensemble que par le passé. Bien sûr, cela peut changer très rapidement ! Mais c'est ce que nous constatons en ce moment.

Certaines différences sont étonnantes : notre première surprise a été que Derek Chauvin, l'assassin de Floyd, a été accusé de meurtre au deuxième degré et emprisonné quatre jours après le crime – c'était trop long, bien sûr, mais très rapide par rapport à ce qui se passe habituellement (…)Dans certains cas, la police s'est jointe aux manifestants, et tous ont défilé bras dessus, bras dessous ! Certains des policiers se sont mis « à genoux », dans la tradition du célèbre joueur de football américain, Colin Kaepernick. (…)

Puis il y a les politiciens

Dans le camp de Trump : nous avons les performances extraordinaires de Trump, qui a eu comme politique d'attiser les flammes de la lutte raciale. Mais ça ne s'est pas très bien passé pour Trump. Des militaires importants ont désavoué sa politique. (…) Son barrage de tweets racistes a certainement une base de partisans : ceux qui croient à sa propagande et que les manifestants sont des « antifa terroristes ». Et encore, il y a des bandes de suprémacistes blancs qui brisent eux-mêmes les vitrines et sont responsables de pillages pour discréditer les protestations. Mais il se peut qu'à l'heure actuelle la crise du virus, la crise économique massive, et maintenant cette utilisation des militaires contre des manifestants pacifiques lui coûtent une partie de sa base.

Du côté de l'opposition

Les politiciens du Parti démocrate s'offrent souvent comme alternative en essayant de prendre la tête des manifs. Aujourd'hui, le parti veut renaître en se dressant contre Trump en répondant au meurtre de Floyd. C'est ce qu'on a vu à Los Angeles, où le maire, qui est latino, prend la tête des manifestations. Le maire de San Francisco l'a fait aussi. Le maire de Minneapolis, et beaucoup d'autres, soutiennent les manifestations, bien qu'ils soient bien sûr opposés à briser des vitres et à mettre le feu. Le maire noir de Washington a fait peindre une rue avec les mots BLM et l'a nommé « place Black Lives Matter ».

Jeudi, des villes comme San Francisco, Oakland et Seattle ont mis fin à leur couvre-feu en réponse à la pression croissante des manifestants. Ici à Oakland, des milliers de manifestants ont dansé dans les rues pour défier le couvre-feu, sans conséquence, et donc, il a été levé. Mercredi, Obama s'est prononcé en défense des manifestations. Les politiciens noirs, les ONG, chantent le même refrain : il n'y aura pas de futur si nous ne gagnons pas ces élections.

Il nous semble donc évident que la majorité de la classe dirigeante veut faire attention à ne pas provoquer la population en ce moment, et espère qu'en soutenant une bonne partie des manifestants, elle pourra faire passer la protestation par des canaux sûrs, et redonner confiance au peuple dans les élus et les commissions de surveillance de la police, et dans les élections futures. » ■

//////////////////////////////////////

[Le texte complet se trouve sur le site de Convergences révolutionnaires]

» FRANCE

Emmanuel Macron fait un rêve, du haut de son piédestal :

« La République ne déboulonnera pas de statue »

18 JUIN 2020 – MICHELLE VERDIER

Emmanuel Macron n'a pas trouvé ça drôle qu'un peu partout dans le monde, les mobilisations Black Lives Matter en réaction au meurtre de George Floyd, emportent dans leur souffle des têtes de généraux, d'industriels et financiers, d'hommes politiques.

Décapités symboliquement s'entend, car ces héros de l'histoire bourgeoise sont morts depuis longtemps, bardés de décorations, et n'ont laissé que des noms de rues ou des statues – des monstres de pierre ou de bronze de plusieurs tonnes et plusieurs mètres de haut (piédestaux inclus). *« La République n'effacera aucune trace ni aucun nom de son histoire. La République ne déboulonnera pas de statue »*, a donc clamé un Macron nostalgique, dimanche 14 juin au soir à la télé.

Pourtant, même aux USA de Donald Trump, même dans les monarchies poussives d'Europe, cela se fait. De Boston ou Richmond à Oxford et Bristol, en passant par Anvers, des manifestants ont dévissé, encordé, basculé, treuillé, incendié voire noyé ces statues… Ras-le-bol de continuer à se voir nargués par des massacreurs de peuples, blancs il faut le dire.

Ainsi en Angleterre, la statue de l'esclavagiste Edward Colston a-t-elle plongé dans le port de Bristol, repêchée le 11 juin pour être placée par la mairie en lieu sûr ! Au fronton de la célèbre université d'Oxford, l'effigie de Cecil Rhodes (qui a fait fortune avec sa compagnie de diamants africains et a donné son nom à la Rhodésie), a suscité parmi les étudiants son comité de déboulonnage.

En Belgique, sont en ligne de mire les monuments à la gloire du roi Léopold II, tyran mégalo et génocidaire qui, durant son règne, de 1865 à 1909, s'est personnellement approprié un pan entier de l'Afrique centrale devenu ensuite Congo belge.

Aux États-Unis, avec son passé d'esclavage et sa guerre de sécession à l'intérieur du pays, de nombreux monuments en hommage à des figures de la traite négrière ou à des généraux sudistes (Robert Lee, Braxton Bragg), sont la cible d'associations et militants antiracistes dont la colère s'organise depuis quelques années : il en resterait plus de 700 à déboulonner, essentiellement dans les anciens États « confédérés » du sud américain où elles demeurent des points de ralliement de suprémacistes blancs.

La liste s'allonge dans le monde, des déjà morts pourtant à abattre ! Même Winston Churchill, qui l'a bien mérité, est tagué « raciste », au point que les autorités ont protégé son bronze face à Westminster d'un grand sarcophage en métal ! Même Christophe Colomb… sans lequel on ne saurait pas que l'Amérique existe ! Où allons-nous ?

Le massacre des peuples, la traite des Noirs, le travail forcé n'auraient-ils pas contribué aux « démocraties » les plus florissantes ? Les puissants d'aujourd'hui, pour qui « l'histoire est l'histoire », sont bien les héritiers de ce patrimoine sanglant. Eux aussi guerroient dans le monde entier, secrètent leurs racismes d'Etat, noient les peuples dans des océans de misère… et fabriquent des rebelles.

Une exception française ?

Les statues à déboulonner y parsèment l'espace public, on ne manque de rien : commerçants, financiers de l'époque de la traite des esclaves dès le XVII^e^ siècle avant de connaître son apogée au XVIII^e^, généraux sortis de Saint-Cyr pour piller et massacrer l'Afrique, administrateurs coloniaux, ministres (de droite ou de gauche peu importe) qui, pour leurs hauts faits d'armes dans les colonies de l'empire français des premières décennies du XIX^e^ siècle et de la deuxième moitié du XX^e^, quand les peuples se sont soulevés, ont laissé leurs noms à des rues, des places, des lycées…

Citons un Charles Leclerc (1772-1802), qui conserve sa statue à Pontoise, pour avoir mobilisé une armée de 35 000 hommes contre le leader noir révolutionnaire haïtien Toussaint Louverture, et avoir écrit le 7 octobre 1802 dans une lettre à Bonaparte : *« Voici mon opinion sur ce pays. Il faut détruire tous les Nègres des montagnes, hommes et femmes, ne garder que les enfants au-dessous de douze ans, détruire moitié de ceux de la plaine et ne laisser dans la colonie un seul homme de couleur qui ait porté l'épaulette, sans cela jamais la colonie ne sera tranquille. »*



Citons un Louis Faidherbe (1818-1889), général en Algérie et au Sénégal, qui s'est acquis la réputation d'efficace pacificateur et *« brûleur de villages nègres »*[1]. On était en 1978 quand l'écrivain et cinéaste sénégalais Sembene Ousmane a écrit au président du Sénégal enfin indépendant, L. S. Senghor : *« N'est-ce pas une provocation, un délit, une atteinte à la dignité morale de notre histoire nationale que de chanter l'hymne de Lat Joor* [une des figures de la résistance à la colonisation française, mort en 1886 au combat] *sous le socle de la statue de Faidherbe ? Pourquoi, depuis des années que nous sommes indépendants, à Saint-Louis, Kaolack, Thiès, Ziguinchor, Rufisque, Dakar, etc., nos rues, nos artères, nos boulevards, nos avenues, nos places portent-ils encore des noms de colonialistes anciens et nouveaux ? Notre pays n'a-t-il pas donné des femmes et des hommes qui méritent l'honneur d'occuper les frontons de nos lycées, collèges, théâtres, universités, rues et avenues, etc. ? »*

Plus récemment, en 2018, à l'occasion de cet anniversaire de la naissance de Faidherbe, qui a partout ses monuments, ses rues, ses stations de métros, la polémique a saisi Lille[2], où des associations ont demandé que soit enlevée la statue équestre de la place Riché. La socialiste Martine Aubry – dont les services municipaux venaient de la restaurer – est restée à cheval sur ses principes, comme le général sur sa bête de bronze : Faidherbe n'avait-il pas été, bien avant Aubry, député puis sénateur de la République ? Un collègue, en quelque sorte.

Citons-en tellement d'autres…

Et n'oublions pas Jules Ferry (1832-1893), l'intellectuel ou théoricien de l'impérialisme, le père de l'école publique et laïque bourgeoise, dont le discours du 28 juillet 1885 a marqué l'histoire : *« Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures.* […] *Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures* […] ». Que d'hommes de gauche ou de syndicalistes enseignants n'en disent pourtant rien à la jeunesse ! Qui l'a appris ou l'apprendra plus vite par ses mobilisations, dont les toutes dernières qui s'organisent en écho à celles d'outre-Atlantique.

Après tout, la guerre de classe se mène aussi à coups de déboulonnages : pour preuve la colonne Vendôme à Paris, érigée en 1810 en l'honneur des ambitions impériales napoléoniennes à Austerlitz, dont les communards ont décrété la destruction en avril 1871, qu'ils ont sciée, treuillée, arrachée de son socle et fait s'écraser dans un nuage de poussière en mai… avant que le maréchal Mac-Mahon, qui avait commencé sa carrière militaire pendant la conquête de l'Algérie sous les ordres du maréchal Bugeaud, ne fasse reconstruire le chef d'œuvre ! ■

//

1. Le Quotidien du 28 juillet 2018, pour la célébration des deux cents ans de naissance de Faidherbe, écrit : *« Le Pr Iba Der Thiam* […] *de révéler dans une émission radiophonique que Faidherbe a tué 20 mille hommes en 8 mois. Faidherbe lui-même d'écrire, confirmant son penchant pour la terreur : « En dix jours, nous avions brûlé plusieurs villages riverains de la Taouey, pris 2 000 bœufs, 30 chevaux, 50 ânes et un important nombre de moutons, fait 150 prisonniers, tué 100 hommes, brûlé 25 villages et inspiré une salutaire terreur à ces populations. » Mais déjà, en 1851, en Algérie* […] *il s'enorgueillissait : « J'ai détruit de fond en comble un charmant village de 200 maisons et tous les jardins. Cela a terrifié la tribu qui est venue se rendre aujourd'hui. »*

https://www.lequotidien.sn/faidherbe-ce-heros-colonial-bruleur-de-villages-negres/

2. https://www.francebleu.fr/infos/societe/la-statue-de-faidherbe-fait-polemique-a-lille-1527698751

» HÔPITAUX

Après le succès du 16 juin, salariés de la santé, continuons le combat !

20 JUIN 2020 – CHRIS MICLOS

Plus de 200 rassemblements et manifestations dans tout le pays. Au moins 20 000 manifestants à Paris. Sans doute, 10 000 à Toulouse, Nantes ou Lyon avec beaucoup de blouses de différentes couleurs et pas mal de jeunes. Des gens venus des hôpitaux, mais aussi des centres de soins, des Ehpad et une forte représentation des structures de soins privés dans certaines villes. Les chiffres les plus impressionnants sont, très certainement, ceux des villes moyennes ou petites : 2 500 manifestants à Cherbourg, 2 000 à Caen, 1 800 à Limoges, 400 personnes à Brive, 250 à Guéret, 200 à Tulle, 200 à Ussel, ou 150 à Saint-Junien.



« Pas de retour à l'anormal ! »

La pandémie et sa gestion ont eu des conséquences dramatiques[1]. Comme le disait une soignante de l'hôpital René-Muret à Sevran (Seine-Saint-Denis) spécialisé en gériatrie à la manifestation : *« Combien sont morts du cancer faute de soins durant l'épidémie ? »* Combien n'ont pas été réanimés ou transportés sur des dizaines des kilomètres ? Combien de familles n'ont pas pu être associées aux décisions médicales concernant leurs proches ? Dans le Nord-Est de la France et en région parisienne, beaucoup d'efforts ont été faits par les soignants qui ont vu leurs journées se rallonger, leurs plannings sauter, leur santé se dégrader à mesure que le virus circulait dans les hôpitaux[2]. Après cela, compliqué de revenir à l'anormal alors que la deuxième vague était en fait celle des patients écartés des soins[3].

À l'initiative d'équipes militantes à l'hôpital Robert-Debré à Paris, puis Purpan à Toulouse, Tenon (Paris 20e) et Saint-Denis (93), les rassemblements se sont multipliés. Ces hôpitaux parmi les plus mobilisés ces derniers mois entrainent les autres et de nouveaux s'y mettent ; ces rassemblements essaimant un peu partout, ils deviennent compliqués à dénombrer. À Saint-Denis et dans d'autres hôpitaux, des travailleuses et travailleurs peu à l'aise avec les médecins ont donné de la voix. Tous s'y sont mis : agents des services hospitaliers (ASH), aides-soignantes, infirmières, rééducateurs, administratifs, ambulanciers, techniciens, agents des cuisines. Des ASH n'en pouvant plus des CDD à répétition se sont mobilisées pour leur titularisation[4]. Bref, à des niveaux différents mais une effervescence propice à la mobilisation. De son côté, le gouvernement ouvrait un énième grand débat en convoquant les directions syndicales consentantes, « le Ségur », tout en faisant des annonces sur l'augmentation du temps de travail et des commentaires sur le statut de fonctionnaire.

Une journée dont on se souviendra

Comme souvent les manifestations du 16 juin n'étaient que la face émergée de l'iceberg, d'autant que cette fois, contrairement aux manifestations du 14 novembre dernier, les chefs de service n'ont pas, sauf exception, annulé les consultations. Les travailleuses et travailleurs assignés ont tout de même réussi à être présents lors des interventions par mégaphones. Le nombre de salariés se déclarant en grève était parfois inédit depuis des années, comme au CHRU de Besançon. C'est d'autant plus notable que les préparations syndicales de la grève et de la manifestation ont été au mieux variables au pire en dessous de tout. À Paris, la CGT ne voulait appeler qu'à un rassemblement, FO a fait son propre rassemblement le matin. Même Solidaires n'a déposé un préavis national que le 4 juin alors que la date de manifestation était discutée depuis la mi-mai. Quelques jours avant la manifestation, le collectif inter-hôpitaux (constitué à l'initiative de médecins à l'automne dernier) parlait d'organiser des lâchers de ballons devant les mairies et n'avait qu'un maigre cortège.

Les salariés de la santé qui ont pu se réunir en groupe, par service, par profession, parfois par hôpitaux, souvent à l'initiative de militants d'extrême gauche, se sont rendu visibles. Au vu des tonalités des rassemblements et manifestations, ceux qui ont occupé la rue étaient très contents de le faire. À Nantes, tout le monde globalement se fichait de ce que les « pontifs » en chasubles syndicales racontaient, à Paris une minorité non négligeable de soignants sont restés sur les Invalides à l'issue de leur manifestation malgré les grenades lacrymogènes et les charges devenues presque habituelles.

Pas fini de ne pas finir

Une poussée venue d'en bas qui déborde dans la rue malgré les intimidations gouvernementales pourrait imposer au « Ségur » un premier plan d'urgence massif, d'embauches et d'augmentations de salaire généralisées, et des négociations avec tous ▸

1. Lire sur le point de vue soignant à Strasbourg *« Face à la catastrophe sanitaire : des idées d'hospitaliers sur les moyens de la conjurer »* article du 6 avril - convergencesrevolutionnaires.org

Lire sur la pénurie à Lyon *« Dans les hôpitaux de Lyon. Le règne de la pénurie »* article du 18 avril convergencesrevolutionnaires.org

2. *« Ces dernières semaines au Centre hospitalier de Saint-Denis. Désarroi, orage et combat »*article du 18 avril convergencesrevolutionnaires.org

3. *« Retour à l'anormal dans le Grand-Est. CHU de Strasbourg : une charge de travail proche d'une "seconde vague" »*, article du 31 mai - convergencesrevolutionnaires.org

4. Lire le reportage consacré à Saint-Denis de Caroline Choq-Chodorge pour Mediapart publié le 12 juin : *« L'hôpital public bouillonne, ses précaires aussi »* - mediapart.fr



les acteurs de terrain. Selon la presse un accord aurait été trouvé sur les salaires le 19 juin… Que le gouvernement lâche un peu à quelques-uns ou pas, rien n'est réglé. Tous les problèmes liés au sous-effectif demeurent : les vacances, les plannings, les heures sup', les soins à la chaîne, etc. « Et un, et deux, et trois cents euros ! », les salaires sont toujours dans les slogans et en fin de manif les trois cents deviennent cinq cents. Le matériel manque encore. Les mobilisations qui pouvaient s'organiser par profession, secteurs ou services depuis des années ont débouché sur des manifestations importantes d'hospitaliers rejoints par des dizaines de milliers de soutiens, des travailleurs d'autres secteurs, souvent mélangés à celles et ceux de la santé.

À Casanova (Saint-Denis) comme à Avicenne (Bobigny), Pitié-Salpêtrière ou Robert-Debré à Paris de nouveaux rassemblements se sont organisés dès le 18 juin. Le 20 juin, des militants du collectif inter-urgence, aidés par des militants d'Attac, recouvraient de peinture rouge le ministère de la Santé : médaille du mépris pour le gouvernement ! Les salariés de la santé en lutte pourraient constituer la motrice entrainant l'ensemble du monde du travail confronté aux attaques tous azimuts (suppressions de postes, licenciements, baisse des salaires…) comme la jeunesse déjà mobilisée face au racisme vers la confrontation avec un pouvoir honni depuis longtemps. En tout cas, c'est cette perspective que nous souhaitons défendre. ■

À Saint-Denis : une mobilisation profonde

À l'initiative des militants de Sud et du Collectif des personnels hospitalier créé à l'automne, dans les deux hôpitaux du Centre hospitalier de Saint-Denis, cela faisait quatre semaines que l'ensemble des professions de l'hôpital exprimaient leur colère devant les grilles : *« Hôpital en colère, y'en a marre de la galère »*. Le mardi à l'hôpital Delafontaine, le jeudi à l'hôpital Casanova, des soutiens venus des alentours se sont joints et cela faisait du bien d'être rejoints.

Embauche immédiate de tous les CDD, des embauches supplémentaires dans tous les services, évaluées par les agents de terrain, des augmentations de salaire pour toutes et tous au minimum de 300 euros nets par mois, de l'argent pour les emplois et les salaires !

200 personnes se sont rendues à Paris pour prendre la tête de la manif derrière leur banderole : *« Blouses blanches, colère noire ! »* ■

À Strasbourg : les étoiles dans les yeux

L'air était électrique le 16 juin. Chacun a sorti son matériel de service pour apparaître comme soignant dans la foule, tenues blanches, bleues, vertes, charlottes, sarraus. On prépare des cartons et des manches pour faire des pancartes, dans l'attente de retrouver les collègues. On ne sait pas s'il y aura du monde, on appréhende parce que pour beaucoup c'est la première manifestation. Le monde est arrivé d'un coup, après le service de 14 heures, une marée blanche se répand place Kléber. Après deux heures en cortège, on se dit que les applaudissements de 20 heures nous ont effectivement rejoints, on est satisfaits et on attend avec impatience la prochaine. ■

À la Pitié-Salpêtrière (Paris 13e) : les initiatives viennent d'en bas

Les dirigeants CGT et le Collectif inter-hôpitaux (très présent sur l'hôpital) ont fait les morts durant l'épidémie puis ont, gentiment et avec révérence, chacun leur tour accueilli Macron venu faire sa com' le 15 mai dans l'hôpital… Des salariés l'ont heureusement interpellé. Pontes, bureaucrates et gouvernement n'en sont pas ressortis indemnes. Autant dire qu'après avoir raconté qu'il fallait attendre la fin de l'urgence sanitaire pour contester, organiser la mobilisation après l'épidémie n'était pas franchement dans les préoccupations syndicales et médicales.

Pourtant, *via* le bouche-à-oreille (en fait les WhatsApp) et l'initiative de salariés de la base, trois rassemblements se sont organisés dans l'hôpital, trois jeudis de suite. Cent salariés au premier, bien moins au second mais qu'à cela ne tienne, une soixantaine la troisième fois. Le responsable CGT s'est illustré dans le rassemblement du jeudi 11 juin en appelant à diffuser des tracts pour appeler au 16 : *« Dès la semaine prochaine ! »* C'est-à-dire la veille de la manifestation… Ce même 11 juin, devant la porte de l'hôpital le cortège se divise vite en deux. Deux groupes, deux ambiances… Le groupe des infirmières, kinés et assistantes sociales. Et en face celui des militants de la CGT, pas très nombreux, mais rejoints par quelques syndicalistes de FO.

Au final, presque aucun tract syndical ou affiche siglée collée dans l'hôpital pour appeler au 16 juin. Ce sont pourtant 150 blouses blanches qui se retrouvent dans le parc de l'hôpital le 16 juin. Le cortège grossit à la sortie du métro et 200 personnes de l'hôpital se groupent. La plupart des hospitaliers défilent entre eux loin des médecins et des syndicalistes faisant bande à part : *« À l'hôpital y'a trop de travail, à l'extérieur y'a trop de chômeurs ! »*

Le 18 juin, aucun syndicaliste ni drapeau, aucun médecin, mais finalement tout de même une quarantaine d'hospitaliers participent même rapidement à une quatrième manifestation dans l'hôpital. ■

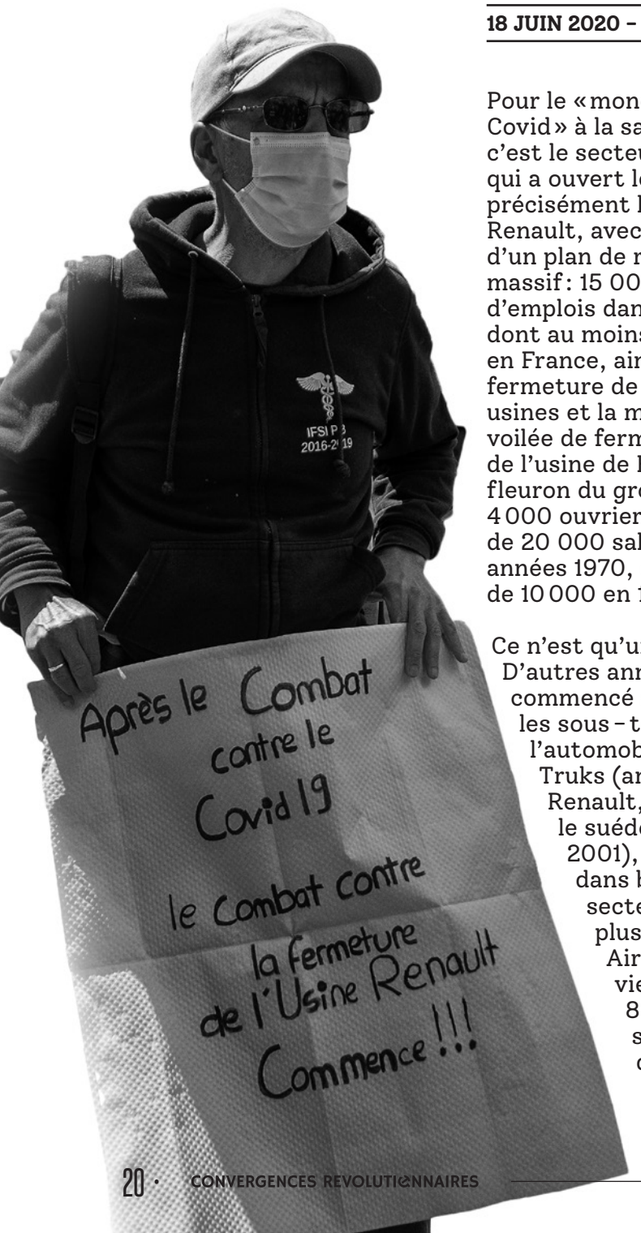
À Saint-Denis, mettre le gouvernement sur le grill : la soirée du 19 juin

Le collectif des personnels hospitaliers de Saint-Denis conviait largement à une soirée festive et politique devant l'hôpital Delafontaine. De nombreux collègues organisent la soirée avec le soutien des militants des alentours, organisés en comité de soutien, en lien avec les hospitaliers : diffusions de tracts, affichages, pétition, nouvelle cagnotte le soir… comme celle apportée par les supporters du Red Star, le club de foot de Saint-Ouen, qui ont collecté de l'argent durant l'épidémie permettant le financement de la soirée. Plusieurs centaines de personnes passent, notamment des salariés de l'hôpital qui sortent de leur service un moment avant de retourner au travail et de nombreux autres venus passer la soirée ensemble. Quelques hospitaliers de Paul-Guiraud, Robert-Debré, la Pitié-Salpêtrière, ou Tenon prennent la parole. Des acrobates du 93 déploient une grande banderole à quelques dizaines de mètres de hauteur : *« Taxer le capital, financer l'hôpital »*. Font le reste : la musique, le barbecue géré par des collègues, les plats préparés par la Cantine des femmes battantes (association de femmes sans-abri, sans travail et sans papiers qui permet notamment le démarrage d'une activité professionnelle)… ■



» AUTOMOBILE

À la valse des licenciements, Renault ouvre le bal



18 JUIN 2020 – HERMAN KRUZE

Pour le « monde d'après Covid » à la sauce patronale, c'est le secteur automobile qui a ouvert le bal, plus précisément le groupe Renault, avec l'annonce d'un plan de restructuration massif : 15 000 suppressions d'emplois dans le monde, dont au moins 4 600 en France, ainsi que la fermeture de plusieurs usines et la menace à peine voilée de fermeture à terme de l'usine de Flins : l'ancien fleuron du groupe compte 4 000 ouvriers (contre plus de 20 000 salariés dans les années 1970, et encore plus de 10 000 en 1990).

Ce n'est qu'un début. D'autres annonces ont commencé à pleuvoir, chez les sous-traitants de l'automobile ou à Renault Truks (anciennement Renault, racheté par le suédois Volvo en 2001), mais aussi dans bien d'autres secteurs, dont le plus marquant est Air France qui vient d'annoncer 8 000 suppressions d'emplois.

La crise sanitaire, un accélérateur de restructurations déjà programmées

Renault tente plus ou moins de justifier cette saignée des effectifs en mettant en avant la nécessité de réajuster son appareil productif dans le nouveau contexte de crise sanitaire. En réalité, cette dernière a surtout servi d'accélérateur – et de camouflage ! – à un projet prévu de longue date. Dès le début de l'année 2020, avant le début de la crise sanitaire en Europe, Renault avait déclaré vouloir réaliser un plan d'économies de près de deux milliards d'euros et laissait entendre qu'il s'apprêtait à tailler dans les effectifs. Renault n'aurait « aucun tabou » quant aux fermetures de sites, déclarait ainsi dès février dernier Clotilde Delbos, la DG du groupe.

Bien sûr, un peu plus de deux mois d'arrêt de production, de fermeture des agences et d'arrêt des ventes ont eu des effets dans le secteur industriel. Le manque à gagner pour les sous-traitants a bel et bien provoqué de nombreuses défections, mises en faillites et reprises, dont les salariés ont été les premières victimes, comme le montre le cas de Hutchinson (1 000 suppressions d'emplois) ou de Peugeot Japy, placés l'un comme l'autre en redressement judiciaire. Mais ni Renault ni PSA, pour parler des deux groupes français, n'ont eu de véritables problèmes de trésorerie. Et pour cause ! Ces dix dernières années, Renault a accumulé pas moins de vingt-cinq milliards d'euros de profits. La perte annoncée de 145 millions d'euros pour 2019 ne représente au final pas grand-chose pour le groupe.

Ce qui explique donc l'offensive généralisée de Renault contre ses salariés et, derrière, de l'ensemble du patronat contre le monde du travail, ce n'est donc pas un accident de parcours du cycle économique, mais bien plutôt le redémarrage de la course au profit, qui se déroule sous la forme d'un monopoly mondial entre grands groupes à grands coups de rachats, alliances de constructeurs, fusions, etc. C'est la guerre à qui se positionnera le mieux sur le nouveau secteur de la voiture électrique ou hybride pour le marché de demain. L'enjeu est de taille pour les constructeurs automobiles qui escomptent grandement profiter d'une reprise de la croissance grâce à de nouveaux produits comme ces nouveaux véhicules et les futurs véhicules autonomes. Mais de telles opérations, qui nécessitent la mobilisation d'énormes investissements, supposent pour eux d'en faire payer une partie du coût aux salariés de leur secteur, qui subissent de plein de fouet la réorganisation de l'appareil productif, une autre partie, sonnante et trébuchante, provenant par ailleurs de subventions publiques massives, que les travailleurs paieront aussi par le truchement de l'argent des impôts.

Le plan Renault

Le plan de restructuration de Renault – organisé en parallèle avec celui de Nissan – vise notamment à liquider plusieurs sites jugés trop enclavés, ou périphériques à l'activité : en premier lieu les Fonderies de Bretagne près de Lorient (qui avaient déjà été cédées à un repreneur, avant d'être reprises par Renault à l'issue d'une longue lutte des salariés de l'usine), l'usine de Dieppe (spécialisée dans la gamme sportive et qui ne produit actuellement que l'Alpine) et celle de Choisy-le-Roi, en région parisienne, spécialisée dans la revalorisation de moteurs et boîte de vitesses destinés aux « échanges standard ». Mais il vise aussi plusieurs usines plus importantes : celle de Maubeuge (MCA, 2 100 salariés), pourtant décrite quelques mois auparavant par le PDG de Renault, Jean-Dominique Senard, comme la fierté du groupe et dont l'activité serait transférée à sa voisine de Douai ; pour celle de Flins, Renault envisagerait de la transformer en « pôle d'excellence » pour le recyclage des véhicules. « Excellence », le terme est pompeux, et si c'est juste pour y transférer l'activité de Choisy (un peu moins de 300 salariés) à la place de la production de véhicules, autant dire que la plupart des emplois y disparaitraient.

Dans le même ordre d'idée, les centres techniques de Renault, qui subissent déjà depuis des mois une saignée silencieuse par le renvoi de milliers de prestataires, sont aussi menacés. Ainsi, le Technocentre de Guyancourt, la « tour de contrôle du groupe » selon le mot de Senard, est en passe de perdre en plus 1 500 salariés Renault. Celui de Lardy, ou plusieurs rassemblements ont eu lieu bien, qu'une grande partie des salariés aient encore été en confinement et télétravail, est voué quant à lui à voir une large partie de son activité transférée à Flins, compromettant sérieusement son avenir.

Enfin, les annonces de Renault ne prennent pas en compte les dizaines de milliers de travailleurs des entreprises sous-traitantes, prestataires ou intérimaires, ni ceux des équipementiers, qui forment en temps normal la « variable d'ajustement » des grands groupes et qui risquent de perdre leur emploi du jour au lendemain.

Les premières réactions des salariés

Après la révélation par le *Canard Enchainé* du plan Renault, quelques jours même avant son annonce officielle par le constructeur, lundi 25 mai, les ouvriers de la Fonderie de Bretagne se sont mis en grève. En fin de semaine, le vendredi, sortant de la sous-préfecture de Lorient où se tenait un CSE extraordinaire, le secrétaire de la CGT annonçait un recul de la direction : promesse que l'usine ne fermerait pas. Et le travail allait reprendre le mardi suivant, 2 juin. Mais, dès le week-end, Sénard, déclarait son intention de revendre l'entreprise. À un sous-traitant qui serait chargé de la tuer à petit feu ? Parole de patron, parole de cochon. La lutte ne fait que commencer.

À Maubeuge, le samedi 30 mai, près de 8 000 personnes, ouvriers de l'usine et habitants de la ville, ont défilé dans les rues, où l'usine MCA représente le principal employeur. Chez les manifestants, en plus du dégoût et du sentiment de trahison, on sent surtout la colère et l'envie de ne pas lâcher. Le mot d'ordre du maintien de l'usine fait l'unanimité. Au passage devant l'hôpital de Maubeuge, où une vingtaine d'infirmières étaient sorties saluer les manifestants, les applaudissements mutuels accompagnaient des « tous ensemble, tous ensemble ».

Dans la petite usine de Choisy-le-Roi, les travailleurs ont fait grève plusieurs jours et ont manifesté le samedi 6 juin dans la ville en rassemblant derrière eux un cortège d'un millier de personnes environ.

Enfin, à l'usine de Flins, où aucune annonce précise n'est encore faite, les salariés, qui avaient d'abord gardé une attitude relativement attentiste, ont a leur tour débrayé à plusieurs reprises, rassemblant à chaque fois plusieurs centaines de travailleurs, dont un débrayage quasi spontanée ▸

le 11-12 juin dans l'équipe de nuit. À la porte de l'usine, si les rassemblements appelés par la CGT ne sont pas toujours très nombreux, les discussions vont bon train.

Hypocrisie gouvernementale

Alors face à une annonce un peu trop tonitruante de la direction de Renault et à la réaction des travailleurs, du côté des politiciens, y compris des ministères, on s'efforce de faire le dos rond en distillant des propos lénifiants dont la teneur générale est : ce n'est pas grave, ne vous mettez pas en colère, « on » s'occupe de vous.
Dès la première grève, aux Fonderies de Bretagne, le gouvernement et une nuée d'élus locaux (du Parti communiste, de la France Insoumise, du Parti Socialiste et même des Républicains et de LREM !) se sont empressés de proposer leurs services pour défendre les emplois locaux ou le « patrimoine » industriel régional. À la manifestation de Maubeuge, on a pu voir, parmi les manifestants, Xavier Bertrand (président Républicain de la région), le maire UDI de Maubeuge et un grand nombre de « petits élus » arborant leurs écharpes tricolores pour défendre la Kangoo à Maubeuge, cette voiture dont Renault prévoit de transférer la production à Douai. Un scénario qui s'est répété partout avec, à chaque fois, les mêmes arguments sur l'excellence de l'équipement, du savoir-faire, de la productivité, etc. Et l'assurance de subventions publiques afin que le groupe puisse être sûr de ne pas trouver ailleurs un meilleur choix pour exploiter ses salariés à bon compte ! Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, vient ainsi d'offrir à Renault un cadeau de près de cinq milliards d'euros de prêts garantis par l'État au nom du « patriotisme économique » et de la défense d'un « fleuron national ».



Ces aides aux patrons se doublent, sous prétexte d'efforts mutuels pour sauver l'emploi, d'injonctions aux salariés d'accepter toutes les concessions et tous les sacrifices. Sans aucune garantie à long terme, évidement. Mais, boîte après boîte, il s'agit surtout d'éteindre l'incendie avec de prétendues solutions locales, dans sa ville ou sa région. Les élus sont faits pour ça. Quid des ouvriers des boites sous-traitantes, plus petites entreprises qui ne font pas la Une de l'actualité ? Quid des intérimaires ? Ils sont inexistants pour ceux qui défendent les « sites » bien plus que leurs salariés.

Les syndicats dans le rôle de pompiers

Du côté des directions syndicales, les stratégies du dialogue social et du localisme contribuent largement à enfermer les équipes militantes qui seraient décidées à se battre dans d'interminables marathons de tables rondes, réunions, concertations, expertises, etc. qui peuvent s'étaler sur des mois, émoussant la combativité, faisant miroiter les solutions du chacun pour soi : ici, il faut sauver l'emploi en Bretagne, là, il faut la Kangoo à Maubeuge, ailleurs, on met en avant la valeur écologique du recyclage de moteurs à Choisy, puisque le vert est à la mode.

À ce jeu des tables rondes, c'est Renault qui dispose d'une armée d'avocats, juristes, experts et conseillers, qui reste maître des négociations et saura miser sur les promesses à court terme et sur la démoralisation provoquée par l'isolement pour tenter d'étouffer les foyers de lutte. Le patronat dispose d'une solide expérience en la matière, comme le rappellent les exemples récents de Ford Blanquefort, ou de GM&S fermés l'un comme l'autre en dépit de longues luttes des salariés.

C'est pourtant cette politique de marchandage dans les couloirs, derrière le dos des salariés que pratiquent les centrales syndicales, ravies de pouvoir remplir leur rôle d'interlocuteurs responsables du « dialogue social ». C'est bien entendu le cas de la CFDT, dont certains responsables, reprenant mot pour mot le langage des patrons, estiment qu'ils doivent aider Renault à effectuer « la décroissance des effectifs de manière intelligente ». Mais c'est aussi celui de la direction de la CGT qui, malgré son image de radicalité, ne cherche pas à coordonner les travailleurs en lutte les uns avec les autres et ne prône que, boîte par boîte, la sauvegarde des emplois, se félicitant d'une victoire à la moindre concession ici ou là qui fournirait aux « victorieux » d'un site de des raisons de se retirer de la lutte.

Mais il est vrai que plus politique, fanatique d'un futur gouvernement de gauche qui sauverait la France du marasme économique, la CGT a aussi une politique nationale pour l'automobile, ou au moins pour Renault : le mythe d'un « vrai projet industriel ». Une vieille lune dont l'origine remonte au début des années 1980 – et même bien avant dans d'autres secteurs –, à savoir conseiller aux patrons de Renault la production d'un véhicule bon marché destiné à un public populaire, produit exclusivement en France et qui, théoriquement, devrait assurer une marge de profit de 4 %. Elle devait s'appeler la « neutral ». Celle d'aujourd'hui, conçue par des ingénieurs CGT, répond au prénom de « Elyo » (une voiture soleil) et serait bien entendu électrique, écologie exige. Mais une électrique à la portée de toutes les bourses qui assurerait la relance et la fortune de son producteur. Que Jean-Dominique Senard n'y a-t-il pensé avant ?

Tous ensemble, tous ensemble, ouais !

Les menaces de licenciements et fermetures d'usine chez Renault ne demandent pas seulement une riposte commune aux travailleurs de tous les sites, ceux directement concernés, mais aussi ceux à qui l'on promet l'arrivée d'une partie du travail supprimé ailleurs. À la politique globale du patronat, il faudrait une réponse globale des travailleurs. Il est nécessaire que la colère des ouvriers de Renault fasse tache d'huile, rejoigne celle de l'hôpital public, des salariés d'Air-France et de l'industrie aéronautique. Il serait nécessaire que les travailleurs en lutte de grandes entreprises comme Renault, PSA, Airbus soient un pôle de ralliement pour les milliers d'intérimaires ou CDD que Renault, PSA et bien d'autres jettent sur le carreau, pour les prestataires de services, qui sont aujourd'hui leurs collègues de travail et que, dans l'ingénierie, les groupes automobiles renvoient à leur patrons loueurs de main d'œuvre, qui n'auront plus demain qu'à licencier à leur tour.
Cette riposte d'ensemble, il ne faut pas l'attendre des directions syndicales dont tout montre qu'elles lui tournent le dos. Elle ne pourra venir que des travailleurs en lutte eux-mêmes qui auront à cœur de s'organiser de se coordonner d'un secteur à l'autre. Le climat social d'aujourd'hui, la simultanéité des attaques du patronat dans tous les secteurs en donne la possibilité. ■

» AUTOMOBILE

Un exemple des pratiques de la direction à PSA-Mulhouse

La direction fait tourner l'usine en une seule équipe ; il y a un an, cette usine produisait plus de 1 000 voitures par jour contre autour de 150 aujourd'hui. Elle laisse donc des centaines de CDI au chômage, et déclare ouvertement qu'elle veut se débarrasser d'un sureffectif de 400 salariés. La direction multiplie les mails, lettres personnalisées, réunions collectives et convocations individuelles pour mettre les salariés sous pression et les envoyer « au volontariat » en déplacement à PSA Sochaux, Vesoul ou Metz-Borny. La direction peine à trouver des volontaires : tout le monde sait qu'aller en déplacement, c'est risquer de revenir sans poste, relégué dans un placard, étape vers la sortie définitive.

La direction pratique donc le harcèlement. Elle est allée jusqu'à convoquer certains salariés trois fois en une semaine, malgré leurs refus répétés. Elle convoque y compris des anciens de 57 et 58 ans. Elle menace les salariés de perdre 300 euros par mois avec le chômage, organise du chômage tournant ciblé pour pousser certains salariés à partir. Certains ouvriers craquent et acceptent à contrecœur. ■

////////////////////////

photographies par https://www.flickr.com/photos/arlequin9969/

» AUTOMOBILE

Pour les licenciements, PSA a une longueur d'avance

20 JUIN 2020 – CHRISTIAN COCHET

Les annonces d'un plan de restructuration chez Renault avaient à peine « fuité » dans la presse que celui-ci faisait déjà grand bruit dans le landerneau post-confiné. Un plan de deux milliards d'euros d'économie, 15 000 suppressions d'emplois dans le monde dont 4 600 en France, il y avait de quoi. À côté, chez son alter-ego et « concurrent » national, le groupe PSA, pas (encore ?) d'annonces fracassantes dans le cadre de cette sortie de crise sanitaire qui se mue inexorablement en crise économique. Pourtant, les attaques contre les travailleurs sont bien là aussi.



25 000 emplois supprimés en 10 ans

Il faut dire que, pour PSA, l'équation actuelle n'est pas la même que chez Renault : en matière de restructurations, de plans d'économies et de destruction de capacités de production, le premier a comme qui dirait un train d'avance sur le second : fermeture des sites PSA d'Aulnay, de Melun, de Meudon, d'Asnières, d'Hérimoncourt, de la Garenne-Colombes, du siège social près des Champs-Élysées déplacé en banlieue. Avec, en corolaire, en une décennie, la suppression de 25 000 emplois. En gros, les réformes structurelles ont déjà eu lieu – jusqu'aux prochaines ? Elles se poursuivront d'ailleurs cette année par la fermeture de trois sites de moindre importance (sauf pour la bonne opération immobilière qu'elles représentent pour PSA… et pour ceux qui y travaillent !) que sont Rueil-Malmaison et Gennevilliers dans le tertiaire et, pour la production, l'usine de Saint Ouen. Quant au plan de départs volontaires enclenché il y a quelques années, il est toujours actif.

Mais c'est sans compter sur le mariage avec le groupe Fiat-Chrysler, qui devrait se concrétiser au premier trimestre 2021, et les économies d'échelle qui vont avec et risquent de se traduire par de nouvelles réductions d'emploi – ce qui n'est évidemment pas le souci de la Commission européenne : si celle-ci fait mine de trouver à redire, c'est sur la situation monopolistique que cette fusion va créer dans le secteur des véhicules utilitaires. Diantre ! Un problème de concurrence libre et non faussée ! Comment protéger nos patrons les uns des autres ?

Comme bien d'autres secteurs, celui de l'automobile est pris dans une nouvelle tourmente après celle de 2007 liée à la crise des subprimes. En Europe, les ventes de voitures se sont effondrées de moitié sur les cinq premiers mois de l'année comparé à 2019 et la « reprise » ne semble pas être pour demain si l'on en croit les savantes projections des analystes du secteur. Mais, on le voit, les grandes opérations sont en cours pour se placer en tête dans la course aux profits.

PSA, roi de la flexibilité

Pour l'instant, les attaques contre les travailleurs concernent surtout les conditions et horaires de travail, les payes amputées par le chômage partiel, les intérimaires éjectés des usines et mis au chômage, les prestataires renvoyés à leurs patrons, qui, vu les plans d'économies chez les constructeurs automobile ou dans l'industrie aéronautique, ont toutes les chances de les mettre demain au chômage.

Dans les usines PSA, la production tourne donc au ralenti depuis le 11 mai puisque la « demande » ne tire pas l'« offre » (la production) et que les stocks de véhicules invendus sont au plus haut, comme l'affirme doctement Carlos Tavares le PDG de PSA.

Profitant de ce contexte et de l'effet d'aubaine que représente le chômage technique encore pris en charge pour sa plus grande partie par l'État ou par les salariés eux même en prenant sur leurs congés, la direction du groupe prépare en parallèle une productivité et une flexibilité accrues dans ses ateliers.

Les 8 000 intérimaires présents avant le confinement dans les usines de PSA n'ont pour l'essentiel pas été repris. Des salariés PSA sont maintenus au chômage technique et ceux qui ont repris le chemin des usines se voient imposer des cadences de travail élevées, aggravées par les contraintes des mesures barrières et des heures supplémentaires le samedi.

Pendant que des ouvriers s'exténuent à la tâche, d'autres voient leur salaire amputé en partie avec les allocations partielles, puisque la règle valable pendant la période du confinement qui permettait de compléter en partie les salaires (tout en piquant déjà sur les congés des salariés) n'est plus de mise. Les jours de chômage partiel ne sont plus payés qu'à 84 % du salaire brut (sauf si vous êtres volontaires pour donner à PSA une partie des jours de congés annuel).

Alors que c'est la répartition du travail entre tous qui devrait être la règle.

PSA veut encore aller plus loin en juin en cherchant à faire venir plusieurs centaines de travailleurs de son usine polonaise de Gliwice, une usine du groupe Opel racheté par PSA à General Motors en 2017. Nous détaillons ci-dessous dans notre article « Travailleurs polonais dans les usines PSA » les réactions nationalistes et hypocrites des milieux politiciens et la façon, heureusement bien différente, dont les travailleurs ont pu percevoir ce problème.

Généralisation du télétravail : la chloroquine du PDG pour soigner ses finances

Chez PSA la direction a annoncé début mai vouloir ériger en règle le télétravail. Ce serait sa grande découverte de la période du Covid-19. Le 6 mai, son DRH, Xavier Chéreau, déclarait : *« Pendant la crise, nous étions environ 38 000 télétravailleurs. Aujourd'hui,* […] *ce sont près de 80 000 personnes potentiellement concernées par le télétravail* […] *» à raison de « un jour à un jour et demi par semaine physiquement au travail »*.

Par défaut, ce sera plutot jusqu'à 4 jours de télétravail par semaine. Une bonne façon pour PSA de réduire toujours plus ses surfaces de bureaux et réaliser ainsi de nouvelles économies sur ses frais fixes notamment (lire notre article « L'arnaque du télétravail »).

C'était prévisible les patrons de l'automobile sont à la manœuvre pour pressurer un peu plus ses salariés en profitant de la situation générée par le Covid-19 ! ■





Travailleurs polonais dans les usines PSA

*Proletariusze wszystkich krajów, łączcie się!**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

18 JUIN 2020 – HERSH RAY ET SIMON COSTE

La direction de PSA s'est partiellement et temporairement ravisée sur son intention de faire venir sur son site d'Hordain (ex-Sevelnord), dans le nord de la France, des travailleurs d'autres pays d'Europe, notamment de l'usine polonaise de sa filiale Opel. Au départ, 531 salariés devaient ainsi venir sur les sites français de PSA, majoritairement des Polonais, mais aussi 120 Espagnols, des Portugais et des Allemands. Un appel téléphonique du gouvernement aurait suffi à « convaincre » Carlos Tavares de recourir, à PSA Hordain, aux intérimaires, toujours en chômage partiel. Pourtant, la politique de PSA révélée par cette affaire est loin d'être mise sous le tapis, annonçant des attaques à venir contre l'ensemble des travailleurs, détachés ou pas.

La volte-face de PSA est, de toute façon, très relative : une soixantaine de travailleurs polonais sont déjà en poste depuis début juin à l'usine PSA de Metz-Borny, et environ 130 autres sont attendus à celle d'Hordain, malgré la tempête médiatique.

Ce n'est donc que partie remise pour PSA qui veut seulement étaler un peu plus dans le temps les arrivées et ne renonce pas à un projet global de déplacement de ses salariés dans toute l'Europe. Ce projet est le corollaire d'une démarche visant à se débarrasser d'un maximum d'intérimaires (8 000 dans le groupe en France avant le confinement, quelques centaines aujourd'hui). Le « monde d'après » de PSA est en fait celui du Medef, dont le président Geoffroy Roux de Bézieux déclarait hypocritement sur RTL : « *Si chacun se replie sur son égoïsme national, on n'y arrivera pas.* » En matière d'égoïsme, c'est vrai que le patronat en connaît un rayon !

Une « solidarité industrielle »… contre les travailleurs

Comble de l'hypocrisie, c'est au nom d'une prétendue « solidarité industrielle » que les dirigeants de PSA avaient décidé de faire se déplacer environ 350 salariés de son site d'Opel de Gliwice, dans le sud de la Pologne. En agissant ainsi, PSA laissait sur le carreau les intérimaires du site de Hordain : 240 en contrat avec PSA sont encore en chômage partiel[2] et 300 ont vu leur contrat se terminer définitivement pendant la période de confinement. Une bien étrange conception de la « solidarité » que celle qui consiste à mettre en concurrence, sous le prétexte fallacieux de la différence de statut, des salariés qui font le même travail…

En tentant de monter une équipe de nuit à PSA-Hordain avec en majorité des salariés étrangers, la direction a voulu marquer les esprits, faire passer le message à l'ensemble du groupe : maintenant, elle n'allait plus se contenter des déplacements d'un site à l'autre d'un même pays, mais carrément organiser des transferts de centaines d'ouvriers d'un pays à l'autre. Aujourd'hui, c'est aux ouvriers polonais ou espagnols, demain aux ouvriers français ou italiens, qu'on peut et pourra demander (avec forte insistance) d'aller travailler dans un autre pays. La nouvelle alliance entre Fiat et PSA (possesseurs d'Opel et du constructeur anglais Vauxhall) et les économies d'échelle voulues permettront sûrement de telles opportunités pour la direction.

Économiquement, pour PSA, il est en effet plus intéressant de faire parcourir 1 200 kilomètres à des travailleurs polonais que de réembaucher des intérimaires « locaux ». Les salariés polonais en France toucheraient le minimum de la convention de la métallurgie, autour de 1 500 euros, au lieu de 1 800 ou 2 000 euros pour un ouvrier « local » de nuit, et PSA n'aurait pas à débourser non plus les frais importants qu'elle donne habituellement aux agences d'intérim.

Pour se défendre, l'entreprise évoque aussi le volontariat des Polonais pour venir en France. Mais ce « volontariat » est à relativiser : en Pologne, lorsqu'ils travaillent, les salariés de PSA touchent entre 500 et 700 euros et que, actuellement, ils sont très majoritairement payés au lance-pierre du chômage polonais du fait de l'arrêt du site d'Opel-Gliwice. Venir en France, pour certains, c'est juste une question de survie, sous la pression du chômage, voire d'un possible plan de licenciement.

Le coup de com' du gouvernement aux relents nationalistes

Ces derniers jours, on a pu entendre Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, se vanter d'avoir convaincu le patron du groupe PSA de renoncer à cette mesure. Pourtant, la réalité est bien différente et les motivations du gouvernement relèvent surtout de la démagogie la plus crasse. Se plaçant dans les pas du ministre de l'Économie, Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, prétend agir pour « protéger l'emploi en France ». Cela montre bien à quel point le gouvernement n'a que faire des salariés polonais, également touchés par la crise et dont le site de production est quasiment à l'arrêt. Sous de faux airs de protection des salariés français, il fait réciter à ses ministres un discours nationaliste que le Rassemblement national ne renierait pas[3].

Quant à forcer PSA à puiser dans les milliards accumulés ces dernières années[4] pour payer intégralement le chômage de tout salarié du groupe, qu'il soit polonais ou français, intérimaire ou permanent, il n'en est pas question pour le gouvernement.

Le rêve de tout capitaliste : une main-d'œuvre corvéable à merci

Au-delà des discours aux relents xénophobes du gouvernement, ce que révèle cette affaire, c'est surtout l'objectif qu'ont les capitalistes de faire passer leur programme politique et économique pour cette période de crise : une flexibilité accrue, des travailleurs entièrement soumis à la volonté du patron. Quand PSA faisait appel à 150 salariés en CDI du site de Poissy pour remplacer le même nombre d'intérimaires du site de Rennes[5], l'entreprise appliquait déjà cette politique : mettre en concurrence ses propres salariés entre eux, et les rendre encore plus flexibles en leur demandant de parcourir des centaines de kilomètres pour espérer travailler. Ce qui valait à l'échelle du pays s'applique aujourd'hui à l'échelle européenne dans la tête des dirigeants du groupe.

PSA et le gouvernement affichent peut-être des postures différentes, mais ils agissent main dans la main. Dans le fond, leur politique est la même : les uns en mettant économiquement en concurrence les salariés entre eux, les autres, en agitant le spectre xénophobe de l'étranger qui viendrait piquer les emplois des bons Français.

Renouer avec la solidarité internationale de lutte

Pour éviter toutes ces divisons, il faudra que les ouvriers de tous ces pays se donnent pour but un salaire égal et l'embauche des intérimaires. Il faudra aussi se battre pour obtenir le partage du travail entre les différents sites du groupe – alors que certaines usines européennes sont presque à l'arrêt ou tournent à moitié, d'autres travaillent quasiment tous les samedis, les jours fériés et épuisent leurs salariés avec des sous-effectifs chroniques – et, plus généralement, entre tous les travailleurs.

À PSA-Hordain, dans une région où le score du Rassemblement national aux élections est important, l'émotion a été vive avec un spectre large de réactions, allant des allusions xénophobes à la simple colère face l'absurdité de la situation. Nombre de travailleurs en CDI ont leurs enfants intérimaires de l'usine au chômage et leur première réaction est de se demander pourquoi PSA ne les reprend pas, alors qu'ils travaillent sur ces postes depuis des mois, voire des années.

Face à cela, tout un travail militant de contre-argumentation reste à faire. Sur le fait que les ouvriers polonais ne sont pas nos ennemis, ils ne sont pas responsables de la crise, ni du transfert de personnel, ou du chômage des intérimaires. Au contraire, les ouvriers français ont tout intérêt à s'allier avec eux ici, comme de les aider à revendiquer de meilleurs salaires dans leurs pays. C'est le sens du tract intitulé *« Camarades d'Opel, vous n'êtes pas nos ennemis ! »* et distribué cette semaine par la CGT de l'usine PSA de Metz-Borny. Il a été diffusé en polonais aux salariés de Pologne, avec traduction en français pour les autres ouvriers du site[6]. Il a été accueilli avec le sourire, des ouvriers français essayant d'échanger avec les travailleurs polonais à l'aide d'ap-

plications de traduction. De son côté, la direction est furieuse de ces tentatives de prise de contact organisées ou spontanées alors qu'elle s'efforce de maintenir une distance entre les salariés des différents pays dans sa stratégie de transfert des travailleurs d'un site à l'autre[7].

À déplacer les ouvriers, la direction court le risque de mutualiser les revendications, de solidariser les ouvriers à l'échelle européenne. Notons qu'à Metz-Borny les travailleurs polonais ont plutôt été bien accueillis : les charges de travail étant tellement colossales, leur arrivée a été vécue comme une bouffée d'oxygène par les ouvriers locaux en sous-effectifs. Paradoxalement, au lieu de créer de la division, PSA est peut-être en train de renforcer les conditions d'une solidarité ouvrière européenne. ■

//

1. Prisonniers de leur contrat, ils sont en chômage partiel, ne peuvent aller travailler ailleurs, et doivent se contenter de l'allocation chômage.

2. Sur Twitter, Marine Le Pen a volontiers soutenu la démarche du gouvernement, reprochant au patron du Medef de ne pas savoir « défendre l'emploi des Français ».

3. Le 26 février dernier, PSA annonçait un bénéfice net de 3,2 milliards d'euros pour l'année 2019, à ajouter au 2,83 milliards de 2018. Des montants à mettre en perspective avec les 8 milliards du plan de soutien du gouvernement, destinés à l'ensemble de la filière. https://www.capital.fr/entreprises-marches/psa-peugeot-citroen-profits-record-et-grosse-prime-dinteressement-pour-les-bas-salaires-1363165

4. Les politiciens parlent des Polonais qui prennent le travail des Français, mais ne parlent pas des salariés de Poissy qui prennent le travail des rennais. Pour un intérimaire de Rennes au chômage, d'ailleurs, quelle est la différence entre le fait que son travail soit pris par un CDI de Poissy ou par un CDI polonais ? Dans les deux cas, il se retrouve à survivre avec un chômage de moins de 1 000 euros.

5. Le registre de la démagogie nationaliste pro-patronale n'ayant malheureusement pas de frontières, le syndicat polonais Solidarnosc a, de son côté, fustigé avec une mauvaise foi totale le syndicat CGT-PSA pour avoir traité les ouvriers polonais de « nomades » et l'a accusé d'encourager la précarité : les intérimaires contre les CDI d'Opel. En réalité, la CGT-PSA, par la bouche du son délégué central Jean-Pierre Mercier (militant de Lutte Ouvrière), ne faisait que dire son opposition au transfert forcé des salariés quelle que soit leur nationalité et rappelait la revendication de l'embauche en CDI de tous les intérimaires.

6. Extrait : *« Camarades d'Opel Gliwice, vous êtes sous-payés ! PSA profite de vous !* […] *Nous devons nous unir pour obtenir les meilleurs salaires et les meilleurs droits sociaux. Travailleurs d'Opel et de PSA de Pologne, de France, d'Espagne, d'Allemagne ou d'Angleterre, nous avons les mêmes intérêts à défendre notre droit à la vie. Quelles que soient nos nationalités nous avons en commun d'être des travailleurs et de subir la même exploitation. Discutons entre nous, tendons-nous la main, unissons-nous ! »*

7. Le site de Metz-Borny accueille aussi de nombreux ouvriers des usines de Douvrin, Saint Ouen et surtout de Mulhouse. En matière de transfert, le groupe PSA a déjà un savoir faire bien rôdé.

» AUTOMOBILE

Barcelone : les ouvriers de Nissan en lutte depuis le 4 mai contre la fermeture

17 JUIN 2020
MICHEL CHARVET

Depuis le 4 mai, les travailleurs de Nissan de la région de Barcelone[1] sont en grève illimitée en réaction aux annonces de fermeture des sites à la fin de l'année 2020.

Nissan emploie près de 3 500 salariés sur trois sites, le plus important étant celui de la Zona Franca de Barcelone, qui en emploie 2 500, les deux autres étant ceux de Montcada i Reixac et de San Andreu de la Barca, dans l'agglomération de Barcelone.

L'avenir de ces sites était en discussion depuis un moment déjà, avant même le confinement. En 2019, 600 emplois avaient été supprimés, essentiellement des départs en préretraite et quelques départs volontaires. Au sommet de Davos de janvier dernier, le chef du gouvernement, Pedro Sanchez, faisait part sur Twitter d'un engagement de Nissan sur la pérennité des sites catalans. Pourtant, la direction annonçait l'arrêt prochain de la production d'un pick-up Mercedes-Benz, sans annoncer de nouvelles productions pour remplacer ce modèle. En février, plusieurs rassemblements de salariés s'inquiétaient de l'avenir de Nissan.



Avec le confinement, la production s'était arrêtée à Nissan, les salariés étant indemnisés par l'assurance-chômage dans le cadre d'un plan d'activité partielle. La production devait reprendre le 4 mai, de façon partielle uniquement : il s'agissait de produire les derniers pick-up Mercedes commandés, toujours sans aucune annonce pour la suite.

Appel à grève illimitée

Sentant que l'avenir des sites était en jeu, les comités d'entreprise (représentation élue du personnel, qu'on peut comparer aux CSE) de Nissan avaient, le 23 avril, lancé un appel à la grève illimitée à partir du 4 mai. La production n'a ainsi jamais repris, du fait de la grève qui s'est concentrée à l'usine d'emboutissage de Montcada i Reixac : l'arrêt de la production des pièces dans cette usine a bloqué la production à l'usine d'assemblage de Barcelone Zona Franca. La direction de Nissan a alors envisagé de mettre tous les salariés de Zona Franca en activité partielle, ce qui revenait à faire payer par les fonds publics le coût de la grève… mais la ficelle était trop grosse : elle y a renoncé.

Surtout que, le 28 mai, les annonces de Renault-Nissan sont tombées : la fermeture totale des trois sites Nissan de Barcelone d'ici la fin de l'année 2020. La grève n'avait pas de raison de s'arrêter là !

Une grève active

La grève est active, les travailleurs de Nissan multiplient les actions pour se faire entendre. Un campement appelé « La Résistance » (en français) se tient devant l'entrée de l'usine de Montcada. C'est la base des grévistes qui veille aussi à ce que le patron n'organise pas de mauvais coups. C'est aussi le lieu où se tiennent des assemblées générales, organisées par groupes pour éviter une trop forte concentration en ces temps de Covid-19. Les grévistes ont multiplié les manifestations, de jour ou de nuit, à pied ou en voiture. Ils ont bloqué l'autoroute en manifestant à pied à plusieurs milliers. Ils ont mené une opération en voiture en lien avec les taxis qui avaient leurs propres revendications.

Plusieurs actions symboliques ont visé Renault, la représentation de l'Union européenne ou le consulat japonais. *« On ne fermera pas Nissan »*, *« Si ça ne se règle pas, guerre, guerre, guerre ! »*, entendent régulièrement les habitants de Barcelone.

Pour l'instant, tout le monde politique se dit aux côtés des salariés de Nissan, chacun dénonçant à peu de frais la multinationale japonaise qui ne répond pas aux appels. Un courrier des représentants de presque tous les partis politiques représentés au Parlement espagnol a été envoyé à la direction de Nissan. Des réunions regroupant les syndicats, le gouvernement espagnol (d'unité PSOE-Podemos), le gouvernement catalan (dirigé par les indépendantistes) et même Foment del Traball, le Medef catalan, ont produit des annonces pour dire que tous travaillaient la main dans la main pour défendre l'avenir des sites Nissan.

Les 4 milliards du gouvernement au secteur automobile

Mais ce qu'on voit de concret, c'est surtout un plan du gouvernement de soutien au secteur automobile, bien semblable à celui de Macron, avec près de 4 milliards d'euros dépensés (sous forme de subventions au nom de la préparation de la voiture du futur, propre, électrique, etc., et des « primes à la casse »). Pedro Sanchez a expliqué que, avec de telles aides, Nissan avait un environnement prometteur et qu'il devrait revoir ses décisions.

La maire de Barcelone, Ada Colau, proche de Podemos, se montre aussi régulièrement aux rassemblements de Nissan, même si, parmi les travailleurs, les propos de Janet Sanz, une adjointe au maire, écologiste, qui avait exprimé pendant le confinement le souhait que l'industrie automobile ne redémarre pas, ont vraiment du mal à passer.

Une « coordination des sous-traitants et fournisseurs »

À noter aussi que, en plus de ceux de Nissan, ce sont les emplois de sous-traitants et de fournisseurs

(Magneti-Marelli, Lear, Acciona et bien d'autres) qui sont menacés par les fermetures et suppressions d'emplois : Magneti-Marelli a déjà annoncé un premier plan de 60 licenciements. On estime à 25 000 les emplois concernés. Le samedi 13 juin, un rassemblement de salariés de la sous-traitance s'est tenu à l'appel d'une « coordination des sous-traitants et fournisseurs » en entourant l'usine Nissan Zona Franca avec une chaîne humaine, en présence de salariés de Nissan venus les soutenir.
Cette lutte intervient à un moment où les annonces de licenciements et de fermetures d'entreprise se multiplient. À San Cibrao (Galice), l'usine d'aluminium du géant américain du secteur Alcoa annonce un plan de licenciements de 574 salariés : là aussi, les salariés se font entendre, avec une manifestation de 17 000 personnes le 7 juin dernier.

Le combat des Nissan reste pour l'instant centré sur le cas de leur entreprise, en demandant un « avenir pour Nissan ». Les syndicats de Nissan demandent la restauration de l'autorisation administrative pour les plans sociaux, un dispositif abrogé en 2012 par le gouvernement Rajoy dans le cadre d'une vaste réforme s'attaquant à toute la législation du travail (une sorte de « loi Travail »). Le gouvernement de gauche, PSOE-Podemos, avait promis – et même réitéré récemment sa promesse[2] – l'abrogation de la réforme de 2012, mais on attend toujours. On n'oubliera pas que, en 2009, un plan social de Nissan prévoyant plusieurs centaines de licenciements avait obtenu l'accord du gouvernement catalan de l'époque – un gouvernement « de gauche ». Cette autorisation préalable ne prémunit donc pas du tout les travailleurs contre les licenciements.
Reste que la combativité des Nissan, comme celle d'Alcoa, montre que, les travailleurs ne s'en remettent pas au gouvernement de gauche et à ses promesses plus ou moins sociales, mais répondent directement aux attaques patronales ! ■

//////////////////////////////////////

1. La Zona Franca (zone franche) de Barcelone est une zone industrielle qui existe depuis plus d'un siècle, à proximité du port. L'usine Nissan est l'une des usines les plus importantes de la zone, et a ouvert en 1967 (alors usine de Motor Iberica, entreprise rachetée en 1980 par Nissan).

2. Le gouvernement ne disposant pas d'une majorité parlementaire, il a récemment répété cette promesse pour obtenir le soutien parlementaire de députés nationalistes basques.

L'arnaque du télétravail

18 JUIN 2020
ADRIAN LANSALOT
ET BASTIEN THOMAS

Le confinement des mois de mars et avril a donné des idées au patronat. Pour maintenir un maximum d'activité pendant ces deux mois, dans de nombreux secteurs qui le permettaient – comme la recherche et le développement, les fonctions support de la production (gestion de projets, support qualité) – c'est le télétravail qui s'est logiquement imposé. Le patronat se pose maintenant la question de le développer davantage. En France, PSA s'en est fait le champion, à défaut d'en être le précurseur (Orange a une longueur d'avance). Depuis, la liste des entreprises qui ont annoncé le maintien du télétravail jusqu'au moins septembre et comptent bien en faire la règle s'allonge : SNCF, Safran, Véolia, Publicis, L'Oréal, Orange, etc.

Un débat pas si nouveau

D'autres sont pour l'instant moins chauds : Geoffroy Roux de Bézieux, le chef du Medef, appelait à *« retourner au travail »* sur *Europe 1* le 4 juin[1], évoquant les « problèmes de management » liés au télétravail. Ce débat entre capitalistes n'est pas nouveau. En 2012, un rapport pour le ministère de l'Industrie[2] en indiquait les avantages de leur point de vue : augmentation de la productivité – entre 5 % et 30 % – du fait d'une meilleure concentration des salariés et d'une réduction de l'absentéisme, économies sur les locaux, etc. Dès 2015, le DRH d'Orange, Bruno Mettling, rendait au gouvernement un rapport préparatoire à la loi Travail[3] qui fixait les ambitions des employeurs en la matière : ne plus payer de cotisations sur le matériel informatique, se dédouaner en cas d'accident du travail à la maison, étendre le forfait jours… Et, en 2017, 3 % des salariés (11 % des cadres) pratiquaient le télétravail au moins un jour par semaine en France[4]. Bref, cela fait longtemps que le patronat est aux aguets et l'expérience à grande échelle qu'a été le confinement lui permet de tirer un bilan.

Des motivations plus économiques qu'écologiques…

Voilà de quoi déjuger certains arguments avancés par les patrons pour paraître philanthropes là où ils n'ont en tête que leurs profits. À commencer par l'argument écologique : le télétravail, un remède à la pollution des voitures ? Peut-être les pots d'échappement fumeront-ils moins, mais les infrastructures électroniques (champs de serveurs) nécessaires à la numérisation accrue du travail sont bien gourmandes en électricité et métaux rares – dont l'extraction n'est pas des plus écologique ! Pas sûr que ce soit la panacée donc !

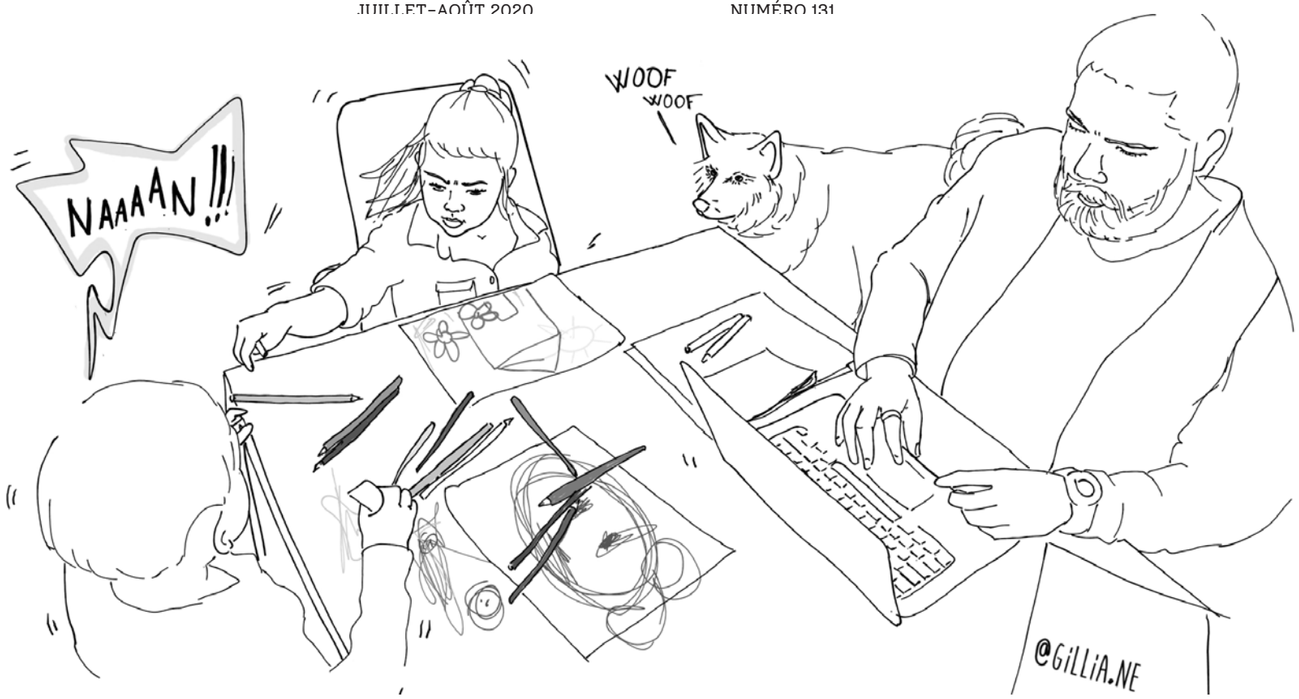
En réalité, derrière les justifications sociales et environnementales, se profile déjà la possibilité de rogner sur un certain nombre de dépenses. Pour Benoit Quignon, directeur général de SNCF Immobilier, il s'agit de « [se] *placer dans une trajectoire de diminution* [du] *nombre de sites et du nombre de mètres carrés occupés. Voilà une manière de répondre aux exigences économiques du groupe* […] »[5]. Le télétravail, c'est donc la réduction de la surface des bureaux et de tous les coûts qui vont avec : loyers ou impôts, énergie, nettoyage, etc. En cela, le télétravail s'inscrit dans l'histoire récente du développement du *flex office*[6] et des autres pratiques pour gagner de l'espace et de l'argent. Et c'est sans parler des grosses opérations immobilières que vont pouvoir réaliser les groupes en vendant leurs locaux dans les grandes villes ou à leur périphérie immédiate. PSA s'y connaît bien : en 2011, déjà, l'entreprise s'était débarrassée de locaux pour un montant de 500 millions d'euros, dont son siège social parisien ; en 2018, c'est le site de La Garenne-Colombes qui a été vendu pour un montant estimé entre 350 et 500 millions d'euros.

Une méfiance légitime du côté des salariés

Du côté des salariés, les avis sont mitigés. D'après les sondages d'opinion, une majorité de ceux qui ont goûté au télétravail souhaiteraient continuer à y avoir recours, à condition qu'il reste soumis au volontariat et compris entre 1 à 3 jours par semaine[7]. Dans certaines entreprises, les télétravailleurs ne se précipitent pas pour revenir sur site : au CTIA, le centre technique d'Arkema dans la vallée de la chimie au sud de Lyon, seulement un quart des effectifs des bureaux sont en présentiel. On ne peut que comprendre ceux qui veulent rester chez eux : comment ne pas souhaiter en finir avec les bouchons interminables ou les transports pleins à craquer ? Quand le lieu de vie le permet, comment ne pas préférer un autre lieu de travail que des open space bondés ?

Mais certaines questions suscitent bien des craintes notamment celle des dépenses professionnelles. Qui paiera les fournitures ? La consommation d'énergie supplémentaire ? L'aménagement d'un nouvel espace de travail à la maison ? En France, depuis les ordonnances Macron de 2017, la prise en charge des coûts liés au télétravail dans le privé n'est plus soumise à réglementation, seule s'applique une jurisprudence. Autant dire qu'il dépendra du bon vouloir du patron de s'en acquitter ou non…

Ces coûts, nombre de patrons seraient sûrement prêts à les accepter, comme ils remboursent partiellement les frais de transports aujourd'hui. Les directions syndicales ont déjà pris le chemin de la négociation avec les organisations patronales sur cette question. Cinq réunions sont prévues d'ici septembre pour « cadrer les choses » selon une secrétaire de Force Ouvrière[8]. Pour Laurent Berger, cela permettra que le télétravail *« puisse s'exercer dans des conditions de travail satisfaisantes »* avec *« un vrai droit à la déconnexion, une vraie autonomie dans le travail, un management basé sur la confiance avec des échanges efficaces avec sa hiérarchie. »*[9] Un tel ▸



« *cadrage* » par les directions syndicales, pour faire croire qu'elles représentent les intérêts des salariés, ce serait surtout une manière d'accompagner et de faire accepter les plans des patrons. Car le télétravail représente une aubaine, fait occulté par les directions syndicales, bien plus importante que quelques factures d'électricité ou des engagements hypothétiques à respecter le principe du « volontariat » ou le droit à la déconnexion : l'éclatement des salariés.

Qu'en est-il du collectif ?

Le problème ne concerne pas tant de la perte de « l'esprit d'équipe » comme s'en inquiètent les salariés et même certains chefs de services. Que cela entraîne une perte d'efficacité au travail, ça regarde bien davantage l'entreprise. Le problème concerne les relations sociales avec ses collègues de travail. C'est une question de vie d'abord, ras-le-bol d'être confiné devant son ordi. Mais c'est aussi une question d'absence d'échanges, de soutiens. Et c'est bien là que réside le danger.

Les DRH ont fait leurs comptes et jugé qu'ils y gagnaient en efficacité, ne serait-ce que par la pression accrue sur des salariés livrés à eux-mêmes : concernant les conditions du travail, sa quantité, avec le travail en équipe, il est plus aisé de contester collectivement une surcharge ou des délais intenables. Dorénavant la règle ce sera plutôt d'être seul face à son chef, qui aura donc bien plus de latitude pour dicter les règles. D'ailleurs Chéreau, toujours lui, ne s'en cache pas. Dans une interview au Point, il annonce la couleur : après avoir vanté le fait que seule *« une petite équipe d'une dizaine de personnes prenait les décisions »* pendant la période de confinement, il annonce la transformation du manager en *« leader* [...] *qui va devoir regrouper, fédérer les synergies, s'imposer. »*[10]

Le grand retour du travail à la tâche et des travailleurs à domicile du XIXe siècle ?

Face à ce nouveau « leadership » et à une pression d'autant plus accrue que les salariés seront isolés, il s'agira de se débrouiller comme on peut pour terminer dans les délais fixés par les chefs, quitte à ne plus compter ses heures, et c'est bien là-dessus que compte le patronat. Le rapport Mettling de 2015 déjà évoqué laisse clairement apparaître cette ambition : *« Il convient d'intégrer par le dialogue social une mesure de la charge de travail plus adaptée que celle du temps de travail »* puisque *« Cette mesure de la charge de travail est en effet un préalable indispensable pour pouvoir étendre les cas d'usage du forfait jours de façon raisonnable »*. Étendre le forfait jours et mettre en place une mesure de la charge de travail, histoire de ne plus payer à l'heure et ainsi avoir un sacré levier non seulement pour allonger la journée de travail, mais également pour l'intensifier.

Bref, c'est le retour du travail à domicile qu'on connaissait au XIXe siècle pour les couturières et les horlogers. Aujourd'hui, il touche les cadres et les techniciens et il est sans fil, Wifi oblige. Mais le principe de l'exploitation chacun dans son coin, chacun à la merci des commandes du patron, chacun à bosser sans horaire, la nuit s'il le faut pour finir à temps, est toujours là. Et, à terme, de quoi s'agira-t-il ? D'ingénieurs et de techniciens en « free-lance », même plus embauchés mais « à leur compte », c'est-à-dire, en fait, payés à la tâche ?

Isolement social et détresse individuelle

Cette pression s'est fait sentir très rapidement. D'après le président du cabinet de conseil Empreinte Humaine qui a commandé un autre sondage à OpinionWay après trois semaines de confinement[11], les salariés se plaignent *« d'hyper connexion, de surcharge de travail, de difficulté à concilier la vie professionnelle et personnelle. »* Car, c'est aussi cela le télétravail : la frontière que représentait l'heure de la fin de la journée de travail devient automatiquement plus floue. Et les entreprises en profitent, sollicitant toujours plus les employés. La même étude fait d'ailleurs ressortir que 44% des télétravailleurs se trouvaient en situation de détresse psychologique, dont 18% avec des troubles sévères, anxieux voire dépressifs.

Déjà jusqu'aujourd'hui, pour lutter contre les *« risques psychosociaux »*, il fallait surtout compter sur ses collègues, bien plus aptes à percevoir le mal-être et à soutenir celles et ceux qui pouvaient subir pressions, vexations voire harcèlements, plutôt que de se contenter des numéros verts ou autres artifices – un soutien bien difficile à retrouver dans l'isolement du télétravail. Mais le patronat se fichait déjà pas mal de ces problèmes. Maintenir ces problématiques cachées dans le cercle privé lui permettra surtout de se sentir dégagé de toute responsabilité.

Quelle place pour les syndicats ?

Mais, face à cette détresse, fort heureusement, le patronat nous permettra de compter sur des syndicats informatisés ! Finies les tournées de délégués du personnel – mais il est vrai qu'elles ne sont plus aujourd'hui que le fait de militants combatifs, ceux qu'ils s'agit surtout d'isoler des autres : les appareils proprement dit ont plutôt l'habitude de ronronner dans leurs bureaux ou autour des tapis verts. Quant aux distributions de tracts pour alerter sur les abus, elles ne toucheront plus grand monde. Mais le rapport Mettling a déjà envisagé *« d'ouvrir des espaces d'échanges* [numériques] *entre salariés, leurs représentants et l'entreprise sur les différents grands sujets d'évolution de l'organisation du travail »* afin de *« co-construire les enquêtes et permettre aux IRP de se consacrer pleinement à leur rôle d'analyse et de co-construction des réponses sociales au sein de l'entreprise »*. Des organisations syndicales transformées en bureau d'enregistrement des doléances pour faire tampon entre les salariés et l'entreprise donc. Avec pour seule tâche de « co-construire » le social avec les patrons sur la base d'un simple rapport de force virtuel sur le net : un rêve pour les patrons !

Refuser les technologies ou contester la télé-exploitation ?

Les nouvelles technologies peuvent ouvrir la voie à de nouvelles possibilités, mais ce qui est sûr, c'est que, prises en charge par les capitalistes, elles ne sont jamais mises en place dans l'intérêt des travailleurs. Car toute l'organisation actuelle du travail ne leur sert qu'à trouver les moyens de faire davantage de profits, en rendant le travail plus productif ou en essayant de nous faire courber l'échine.

Mais la société c'est surtout les relations sociales, celles-là mêmes que les capitalistes essaient de détruire, celles-là mêmes qui nous permettent de nous soutenir, de réfléchir collectivement – comment pourrait-on organiser le travail et la société autrement, par exemple – et, surtout, d'agir collectivement.

Que les patrons ne se réjouissent pas si vite : les manifestations massives de jeunes de ces dernières semaines contre le racisme et les violences policières ont fait boule de neige… par de simples messages relayés sur les réseaux sociaux ! Quand la colère sociale est là, elle sait trover la voie pour se rassembler et exploser, en réel et dans la rue ! ■

//////////////////////////

1. *« On a besoin de se voir » : le patron du Medef appelle les Français à retourner au travail* Europe1.fr - 04/06/2020

2. *Le télétravail dans les grandes entreprises françaises* - téléchargeable en ligne

3. *Transformation numérique et vie au travail* téléchargeable en ligne

4. statistiques insee - insee.fr

5. *Interview de Benoit Quignon* journal-du-btp.com - 03/06/2020

6. « Bureaux partagés » : plus de bureau attitré, mais un poste que l'on prend le matin et que l'on libère le soir.

7. *Sondage exclusif les francais séduits par le télétravail* - Sondage OpinionWay pour lesechos.fr - 19/05/2020

8. *Télétravail : patronat et syndicats promettent un diagnostic à la rentrée* lesechos.fr - 07/06/2020

9. *Coronavirus : syndicats et patronat vont ouvrir des discussions sur le télétravail* lesechos.fr - 14/05/2020

10. *Ressources humaines : comment le Covid-19 révolutionne PSA* lepoint.fr - 11/05/2020

11. *Le télétravail, une source de détresse pour près de la moitié des salariés, selon une étude* - franceinter.fr - 20/04/2020

» Aéronautique

Les APC, ou comment profiter de la crise pour attaquer les travailleurs

17 JUIN 2020 – ZOE LIAZO

Les accords de performance collective, renommés par les grévistes de Derichebourg « Accords Pour Crever », sont en vogue du côté du patronat.

La ministre du Travail Muriel Pénicaud a encouragé les entreprises à s'en servir comme d'une « alternative au licenciement ». La porte-parole du gouvernement Sibeth N'Diaye a plébiscité cette mesure pour « passer la bosse », traitant au passage « les gens qui diront interdiction des licenciements » d'irresponsables. Mais que contiennent ces fameux accords de performance collective qui suscitent tant d'enthousiasme patronal ?

Les APC, kezako ?

Ce dispositif a été introduit dans le code du travail en 2017 avec les « ordonnances Macron ». Il consiste à demander aux salariés d'accepter une dégradation des conditions de travail en échange d'une promesse de maintenir l'emploi. En théorie, ce dispositif est là pour éviter des licenciements, mais dans les faits les firmes ne sont pas obligées de justifier de difficultés économiques pour y avoir recours.

Les attaques peuvent être de trois ordres : une baisse des rémunérations, une augmentation ou une baisse du temps de travail, ou une diminution du nombre de jours de RTT.

Pour qu'un APC entre en application, la seule « contrainte » est qu'il doit être signé par une ou plusieurs organisations syndicales représentatives du personnel ayant recueilli au moins 50 % des suffrages au premier tour des élections professionnelles. Une maigre concession dans bien des entreprises où les représentants syndicaux habitués à discuter avec les patrons sont prêts à signer des accords contre l'avis des salariés.

Une fois cette condition remplie, tous les salariés doivent signer un courrier pour dire qu'ils acceptent le contenu de l'APC. Et celles et ceux qui refusent de signer peuvent être licenciés pour cause réelle et sérieuse.
La durée d'application est précisée dans l'accord, et



peut être limitée ou illimitée, mais à défaut d'une telle précision la durée est de cinq ans.

Derichebourg, l'Équipe, Ryanair, des exemples qui en appellent d'autres ?

Depuis la création du dispositif en 2017, 300 APC ont été signés. Avec l'approfondissement de la crise, de plus en plus d'entreprises pourraient avoir recours à ce dispositif.
Au sein du journal *l'Équipe*, c'est une perte de 16 jours de RTT, une baisse de salaire de 10 % et un gel des augmentations collectives.
Pour 180 salariés de Ryanair, une baisse de salaire de 10 %.
Chez Derichebourg, la suppression des indemnités journalières repas et transport, de la prime de travail de nuit et du treizième mois pour les salaires supérieurs à 2,5 Smic. Soit une baisse du salaire mensuel net de 500 euros environ.

Derrière le chantage à l'emploi, une véritable attaque

À Derichebourg, la direction s'engage à ne pas licencier jusqu'au 31 janvier 2020, en échange d'un accord à durée illimitée… Des discussions pourront être ouvertes si l'entreprise retrouve une profitabilité de 4 %, mais sans garantie.
En réalité ces accords n'empêcheront aucune entreprise de licencier. Pour Derichebourg comme pour les autres, ce n'est pas dégradation des conditions de travail OU licenciements, mais dégradation des conditions de travail PUIS licenciements.

Accepter ces accords n'offre aucune garantie pour les emplois. Cette garantie, on ne pourra l'obtenir qu'en se battant ensemble contre les licenciements et pour le partage du travail entre toutes et tous, n'en déplaise à Sibeth N'Diaye. ■

» Dans la sous-traitance aéronautique, région toulousaine

Riposte contre l'accord de performance collective (APC) chez Derichebourg : pas d'Accord Pour Crever

15 JUIN 2020 – CORRESPONDANTES

Sous-traitant de premier rang d'Airbus, le groupe Derichebourg Aeoronautics Services (opérateur de services aux entreprises) emploie 1600 salariés dans la région toulousaine, avec des équipes de 20 à 200 travailleurs, disséminées sur les différents sites d'Airbus. Mais cela n'a pas empêché plus de 200 salariés de différents sites de se réunir à l'appel de l'Unsa mardi 9 juin pour exprimer leur colère face à l'accord de performance collective (APC). L'accord prévoit la suppression de primes, notamment de déplacement et repas (l'équivalent de 14 € par jour), et la suppression du 13e mois pour les salariés qui gagnent plus de 2,5 fois le Smic. Cette perte représente environ 500 euros net par mois, perte ajoutée à la baisse du revenu liée à la mise au chômage partiel.

Lors d'une réunion entre cadres, le patron d'Airbus aurait affirmé qu'il ne faut pas « gâcher » une crise (sous-entendu, qu'elle serve d'opportunité pour faire passer des plans sociaux). Une pensée que doit sûrement partager le PDG de Derichebourg, qui, après avoir annoncé 700 licenciements il y a un mois, a finalement sorti cet APC, sans toutefois garantir qu'un plan de licenciements n'aurait pas lieu ! Si l'ampleur de l'attaque était une performance, la réaction collective des salariés aussi : quatre jours de grève et de rassemblements. Une première parmi les sous-traitants aéronautiques, où personne n'est dupe des manigances contre les travailleurs, dans un secteur où les profits ont été mirobolants ces dernières années.

Des salariés qui s'organisent à la base

Le rassemblement du mardi 9 juin a été un succès parce que la colère avait pu se partager entre collègues via un groupe Facebook créé une semaine avant et rassemblant rapidement 400 salariés. Ce « collectif » s'est proposé d'organiser les salariés pour contrer l'inertie syndicale et repousser cette attaque de la direction, attaque pleinement approuvée par le syndicat majoritaire, FO, mais dénoncée par l'Unsa et dans une moindre mesure la CFE-CGC. Vu le succès du rassemblement le mardi, le collectif a rapidement proposé une AG et un vote pour reconduire la mobilisation jusqu'au vendredi, date de signature de l'accord. Les trois jours suivants, une centaine de salariés se sont retrouvés sur le piquet, devant le siège social, pour réfléchir ensemble à la suite : comment s'adresser aux autres collègues quand la moitié est au chômage partiel ? Comment faire venir la presse et des soutiens extérieurs ? Quels genre d'actions faut-il mener (bloquer un site, écrire un tract, aller mettre une banderole sur le périph) ? Que ce soit en AG ou par petits groupes, tout le monde avait la parole et pouvait s'exprimer.

Parmi les pancartes et banderoles, *« En grève contre la misère »* et *« FO collabos, nous sommes la majorité »* reflétaient bien le sentiment général : il n'est pas question de laisser passer un tel accord, qui prend prétexte de la crise pour baisser les revenus des travailleuses et des travailleurs.

L'accord est passé, mais pas la colère

Alors, malgré le sentiment de plus en plus prégnant que la direction et les bureaucrates de FO allaient réussir à faire passer l'accord, les grévistes ne se sont pas laissé démonter, et ils étaient nombreux le vendredi matin, rassemblés à 300 avec des soutiens extérieurs, politiques ou syndicaux.

L'annonce que le vote (consultatif) du CSE avait permis à FO une courte majorité en faveur de l'accord a ainsi été ressenti comme une défaite en demi-teinte, car la réaction collective a quand même montré une autre voie que celle de la conciliation avec la direction : celle de la lutte.

Finalement signé le vendredi soir, l'accord est donc passé, entérinant la baisse drastique de salaire pour juillet. Si cet accord ne sera sûrement que le premier d'une longue série, il n'est pas dit que les luttes collectives ne puissent pas être victorieuses. Dans l'aéronautique, notamment chez les sous-traitants, ces accords risquent de tomber dans plusieurs boîtes – il ne tient qu'aux travailleurs de ce secteur de ne pas laisser les patrons rogner sur leurs vies et leurs revenus ! ■

» ÉCONOMIE

Le confinement s'arrête, les licenciements se multiplient… et la lutte des classes rebondit !

19 JUIN 2020
MAURICE SPIRZ

Dans son discours du 14 juin, Emmanuel Macron a promis « des faillites et des plans sociaux multiples ». Avec la crise sanitaire, deux mois de production se sont en grande partie envolés et l'activité est loin d'être repartie. En juin, elle serait, en France, encore 12 % en dessous du niveau d'avant Covid. Pour les capitalistes, c'est donc la crise. Les profits ne rentrent plus comme il faudrait. Le petit Covid a bouleversé l'économie mondiale, provoquant la faillite des uns, à cours de liquidités et lâchés par les banques, et la course aux futurs profits pour les autres. D'un court ralentissement de l'activité, on passe aux grands chambardements, aux restructurations à grande vitesse et leurs lots de licenciements, dans une concurrence plus exacerbée encore. Une économie rationnelle et planifiée aurait pu repartir normalement après une courte interruption et continuer de répondre aux besoins de la population ; l'anarchie du système capitaliste ne génère en revanche que chaos et incertitudes pour les travailleurs. Et ceux-ci devraient se soumettre aux chantages patronaux ? Se serrer la ceinture le temps que la bourgeoisie restaure ses profits ? Voire, comme le propose la CGT, élaborer eux-mêmes des « plans industriels » pour l'exploitation dans le « monde d'après » ?

Avant l'épidémie, la croissance commençait à ralentir. La demande chinoise, qui tirait l'économie mondiale depuis 2008, faiblissait, dans un contexte de guerre commerciale avec les États-Unis, entrainant des pertes de débouchés pour l'industrie occidentale. L'Allemagne a été particulièrement touchée, avec une production industrielle en chute de 5 % en 2019. Le secteur automobile était en difficulté ou mutation, entre l'abandon du diesel, la transition nécessaire vers la voiture électrique et la baisse de commandes chinoises. Des réorganisations, suppressions d'emplois et délocalisations étaient déjà en préparation.

C'est dans ce contexte qu'est apparu le Covid, interrompant la circulation mondiale des marchandises, forçant la fermeture des magasins et des usines, clouant les avions au sol, envoyant les cadres et employés de bureau en télétravail, forçant les parents et personnes à risque à rester à la maison. Ce virus *ex machina* a engendré une crise économique toute particulière, par son origine extérieure à la logique économique capitaliste. Les gouvernants de la planète ont été contraints de confiner le monde, en contradiction avec les intérêts immédiats de la bourgeoisie… parfois poussés par les travailleurs eux-mêmes, quand ils se sont mis en droit de retrait[1]. Cette crise a touché simultanément tous les secteurs et tous les pays, bien qu'à des niveaux différents. À l'exception de quelques géants du numérique et du commerce en ligne, qui ont profité de la fermeture des magasins pour leur ravir des parts de marché et de l'assignation à résidence pour jeter les bases d'un monde plus « à distance » et télétravaillé dans lequel ils pourraient prélever leur quote-part.

Les États et l'Union européenne à la rescousse du grand capital

Ni une, ni deux, les États ont volé au secours du patronat. Dès le 25 mars, le gouvernement américain annonçait un plan de sauvetage de 2 000 milliards de dollars. En France, le gouvernement qui ne pouvait trouver 20 milliards d'euros pour les retraites dans dix ans en a trouvé 436 milliards en quelques semaines pour la bourgeoisie : 136 milliards d'aides directes et 300 milliards en prêts bancaires garantis par l'État. L'Union européenne a largement encouragé l'intervention des États, la BCE s'engageant à racheter pour 1 350 milliards de dettes publiques. Les dirigeants européens ont même fini par accoucher, après moult tergiversations, d'un plan de relance commun de 750 milliards d'euros.

L'Europe « néolibérale », comme certains l'appellent, bascule finalement dans l'étatisme, tant les « doctrines économiques » se renversent et s'adaptent aux nécessités du moment pour les patrons. La Commission européenne discute désormais « souveraineté », « autonomie stratégique » et protection des entreprises européennes face aux concurrents chinois et américains, tentée qu'elle est de préserver ses capitalistes en leur réservant ses marchés publics et en instaurant des barrières douanières repeintes en vert sous le nom de *« mécanisme d'ajustement carbone aux frontières »*. Non pas que les commissaires européens soient soudainement devenus mélenchonistes ou altermondialistes, encore moins écologistes. Mais dans la période de recomposition du capitalisme mondial qui s'annonce, ils entendent réserver à leur bourgeoisie une bonne place dans l'arène mondiale.

Ce n'est pas le Covid, mais la rapacité capitaliste qui grippe l'économie

Alors que les difficultés d'approvisionnement et de gestion des questions sanitaires s'atténuent, les pertes de débouchés sont devenues, fin mai, la principale cause de la diminution de l'activité[2]. Le taux d'utilisation des capacités industrielles, tombé à 47 % en avril, était encore de 61 % seulement en mai, selon la Banque de France, malgré la réouverture des usines. Entre la chute des carnets de commandes, les pertes de revenus liées au confinement et au développement du chômage, et le report des investissements en raison des incertitudes sur l'avenir[3], les marchés se contractent. L'arrêt temporaire de la production pour raison sanitaire se transforme en crise de surproduction, dans la logique absurde de cette économie capitaliste. Et Macron de réclamer aux travailleurs de *« produire davantage »* ! L'urgence serait plutôt à partager le travail entre tous, sans perte de salaires, et de produire pour les besoins réels de la population, pas pour le seul marché solvable, unique étalon des débouchés pour les capitalistes en quête de profits.

Pour relancer leur économie, les capitalistes doivent à la fois trouver de nouveaux marchés et restaurer leurs taux de profits. Il faut donc s'attendre à une nouvelle offensive contre le monde du travail pour baisser les salaires, accroître le temps de travail et la flexibilité, augmenter les cadences, etc. C'est le sens du discours de Macron du 14 juin. Pendant que la gauche critique le manque de mesures concrètes, avec un Mélenchon chouinant contre la récupération de sa démagogie souverainiste, le message a le mérite d'être clair : travaillez plus pour produire plus, cédez au chantage à l'emploi, aux travailleurs de payer les 500 milliards et plus d'aides aux entreprises !

Les grandes entreprises restructurent… aux frais de l'État

Pendant ce temps, les grands secteurs industriels se préparent à rétablir leur profitabilité en bazardant leur vieil outil de production dévalorisé par la crise pour accélérer l'automatisation des unités de production et la mise sur le marché de nouvelles technologies jusque-là en attente. C'est le moment opportun pour les capitalistes de purger les « trop plein », de concentrer le capital et de se tailler une nouvelle place sur le marché mondial. Ils peuvent compter pour cela sur l'argent public, car les plans de soutien ne sont pas seulement destinés à compenser les pertes dues au confinement. Il suffit de faire le calcul : la Commission européenne prévoit une récession de 8,2 % pour la France, soit un manque à gagner de 193 milliards d'euros pour l'économie. Le plan de soutien du gouvernement couvre plus de deux fois cette somme ! Et cette reconversion, ils voudront la faire payer cher aux travailleurs, dont ils voudraient non seulement qu'ils payent les subventions, mais en plus qu'ils acceptent les réductions de salaires, l'augmentation du temps de travail et les licenciements.

Les 5 milliards de prêts à Renault vont ainsi servir à fermer des usines et licencier, tout en déployant de nouvelles chaînes de production pour la voiture électrique. Le tout accompagné d'aides à l'achat en direction des ménages et des entreprises pour les inciter à renouveler leur parc automobile. Dans l'aéronautique, qui se portait bien avant la crise sanitaire, Airbus a annoncé une baisse d'un tiers de la production d'avions commerciaux et les sous-traitants ont commencé réduire les salaires et licencier (45 000 emplois du secteur ont déjà été supprimés dans le monde). Là encore, le salut du secteur est cherché du côté d'un avion « plus vert », dont la recherche serait financée par l'argent public, mais plus immédiatement par l'accélération des commandes militaires.

Faillites et concentration du capital en perspective

Le transport aérien, qui a particulièrement souffert du confinement et ne semble pas près d'un retour à la normale, est déjà en phase de concentration et de réorganisation. Plusieurs compagnies ont ▸

déposé le bilan, dont deux des plus grandes compagnies aériennes d'Amérique latine, LATAM et Avianca, mais aussi Virgin Australia, South African Airways ou encore Thai Airways. C'est une opportunité pour les compagnies survivantes de récupérer des parts de marché. Tout en réorganisant ses plans de vol et en préparant 8 000 suppressions d'emplois, Air France, comme d'autres compagnies dont Lufthansa, en profite pour liquider avec deux ans d'avance ses A380, dont la rentabilité est jugée insuffisante, au bénéfice d'appareils plus récents et moins consommateurs.

Concentration aussi dans le commerce : Camaïeu s'est mis en faillite, La Halle cherche un repreneur et Conforama, ne parvenant à obtenir des banques un prêt garanti par l'État, s'est résolu au rachat par son principal concurrent, But, dont la première action sera de financer le plan social acté il y a un an pour éjecter 1 500 des 8 000 salariés.

Beaucoup de petits commerces, cafés et restaurants, petites entreprises et indépendants du tourisme et de la culture, peu soutenus par les plans d'aide gouvernementaux, pourraient aussi disparaître. Nombre d'indépendants qui se croient leur propre « patron » ne doivent leurs moyens de travail qu'aux banques, auxquelles ils payent des traites toute leur vie. Ceux qui ne pourront honorer leurs dettes risquent d'être mis en faillite par les banques. Y compris ceux qui auront bénéficié de prêts garantis et devront verser une plus grande part de leurs bénéfices à ces banques. On pourrait bien voir survenir une paupérisation d'une partie de la petite-bourgeoisie. Les départements s'inquiètent déjà de la hausse des demandes de RSA, dont beaucoup d'auto-entrepreneurs coulés par la crise.

Aux travailleurs de payer leur crise ?

Les travailleurs ont été les premiers à payer la mise à l'arrêt de l'économie mondiale. En Chine, il y aurait 70 millions de chômeurs supplémentaires, principalement parmi les migrants issus des campagnes. Aux États-Unis, 44 millions de travailleurs ont fait une demande d'indemnisation chômage entre la mi-mars et début juin. Le taux de chômage grimpe à 20 % ou au-delà dans nombre de pays. En Europe, il est resté pour le moment plus limité du fait du chômage partiel, qui a concerné quelques 60 millions de salariés (dont 13 millions en France) et pourrait bien se prolonger encore plusieurs mois, mais avec une indemnisation réduite. Pour autant, 500 000 emplois, dont deux tiers d'intérimaires, avaient déjà disparu en France dans les deux dernières semaines de mars. Bruno Le Maire prévient que 800 000 emplois risquent de disparaître dans les prochains mois. L'ampleur exacte est impossible à prédire et ses annonces visent aussi à mettre la pression sur les travailleurs pour accepter les chantages. Si les patrons sont laissés seuls à la manœuvre sans mobilisation d'ampleur pour interdire les licenciements et imposer un partage du temps de travail, cela risque fort de se produire.

Durant le confinement, le gouvernement a commencé à préparer l'après, autorisant des semaines de 60 heures et le vol de congés dans certains secteurs. Le discours guerrier de Macron du 14 juin appelle à nouveau à « travailler davantage ». Alors que le gouvernement laisse circuler le bruit d'un retour aux 39 heures à l'hôpital, cela pourrait être un ballon d'essai pour imposer une augmentation généralisée du temps de travail, voire l'augmentation de la durée légale du travail (déjà bien assouplies au fil des ans), sans bien sûr revenir sur la flexibilité et les gels de salaires qui avaient accompagné les 35 heures. Macron s'est dit déterminé à faire payer la crise aux travailleurs. Il faudra être au moins aussi déterminés dans notre camp. Les manifestations réussies partout en France contre le racisme et les violences policières, pour la régularisation des sans-papiers, pour les salaires et les emplois dans la santé, tout comme les multiples grèves et débrayages dans l'automobile ont déjà montré que beaucoup ne sont pas prêts à se laisser faire. ■

////////////////////////////

À lire en complément, sur le site de Convergences révolutionnaires dans la rubrique « Économie » :

- l'article du 9 juin dernier de Zoé Liazo, intitulé *« Union européenne : face à la crise économique, les Etats tiraillés entre coopération et chacun pour soi »*,
- l'article du 21 juin de Hugo Weil intitulé *« Relocalisations ? Plutôt des luttes multinationales ! »*

////////////////////////////

1. Sur la manière le confinement a impacté l'économie, lire notre article en ligne « De la crise sanitaire au blocage de l'économie : la logique du profit à l'œuvre ». https://www.convergencesrevolutionnaires.org/De-la-crise-sanitaire-au-blocage-de-l-economie-la-logique-du-profit-a-l-oeuvre

2. Dares, « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre pendant la crise sanitaire Covid-19 », 17 juin 2020.

3. Selon le cabinet d'études économiques du Medef, Rexecode, 46 % des projets d'investissement sont reportés et 22 % abandonnés, le plus souvent en raison des incertitudes, auxquelles peuvent s'ajouter des contraintes de trésorerie et un manque de débouchés.

Ça grenouille dans le marigot de la « gauche »

19 JUIN 2020 – BORIS LETO

Le Covid-19 n'est pas encore totalement éradiquée que déjà le monde politicien s'enfièvre du Covid-22, cette épidémie électorale qui atteindra son pic avec la présidentielle de 2022. Le second tour des municipales du 28 juin n'en sera qu'un premier test, un peu dérisoire ; les élections régionales de 2021 en seront le second test, et coup d'essai pour ajuster les futures alliances ou concurrences… si ces régionales ne sont pas reportées à l'après présidentielle tant Macron craint le verdict des urnes.

C'est dire à quel point l'éclosion actuelle, du côté de la gauche française, de multiples « collectifs », « alliances », « appels unitaires » à géométrie variable et en partie concurrents, a toutes les chances de n'être qu'éphémère. Mais il faut bien que ces gens-là, écartés du pouvoir, reprennent langue entre eux, au nom d'une nouvelle union de la gauche, pour tenter leur chance (singulière et éventuellement plurielle) ; il leur faut surtout se blanchir de leur passé, tenter de recréer l'illusion qu'ils seraient porteurs d'un avenir meilleur pour les classes populaires, en misant davantage sur la détestation de Macron que sur leurs propres attraits. La gauche – PS, PCF et toutes leurs dissidences et appendices – a trop longtemps déçu par une politique au service des possédants pour réémerger si facilement de ses cendres électorales. Les nouveaux jokers, peut-être, sont les équipes de EELV (Europe Écologie Les Verts) : du fait de gains électoraux aux européennes de 2019 et au premier tour des municipales de cette année, elles se trouvent en tête de listes « de gauche » pour le second tour de ces municipales, le 28 juin, dans quelques grandes villes (que la FI, ou le PCF, ou le PS ont ralliées selon diverses configurations). Mais qui des Verts ou du PS serait en tête pour une présidentielle… une rude concurrence s'engage ! Et rappelons que les Verts ont eux aussi collectionné les ministres cautionnant les désastres écologiques, depuis plus de trente ans.

Poussée de fièvre unitaire

Pourtant, si les équipes et partis de gauche multiplient les rencontres, faisant fi de tout geste barrière, ce serait pour votre bien. Tous le jurent : « 2022 n'est pas la question. » Car le dosage est subtil : il faut se mettre en avant sans paraître trop ambitieux ; il faut invoquer le bien du pays… sans oublier le sien propre. Yannick Jadot, chantre de l'écologie de marché, prône ainsi une « candidature écologique » (la sienne en pôle position, donc). François Ruffin, à la FI, déclare ne pas « fermer la porte » à une candidature, par sens du devoir évidemment : *« Si jamais c'est moi qui dois ramasser le drapeau, j'irai ramasser le drapeau. »*[1] Jean-Luc Mélenchon lui répond du tac au tac : *« Pour l'instant, le drapeau est fermement tenu. »*[2] La suite au prochain numéro ! Du côté du Parti socialiste, la marque « PS » étant usagée, Olivier Faure s'essaie à parler d'« un bloc social et environnemental »… sans empêcher d'« anciens » ▸



trop connus de sortir du bois : Arnaud Montebourg, Christiane Taubira, Ségolène Royal…

Dans un entretien donné au quotidien italien *Corriere della Sera*, François Hollande n'exclut pas sa candidature, en « militant de la démocratie » : les opposants à la loi Travail–passée à grands coups de 49-3 et de matraques policières–apprécieront tout particulièrement.

Union nationale ou péché originel

À la mi-mars, dès « la guerre » au virus annoncée par Macron, la gauche s'est donc mise en ordre de marche. Pas pour soutenir les travailleurs qui se débattaient pour leur santé à coups de droits de retrait dans les transports, à La Poste ou chez Amazon. Tout au contraire, pour répondre à l'appel présidentiel à l'« union nationale ». Pour Fabien Roussel, secrétaire national du PCF : *« On n'est pas à l'heure de l'opposition, on est à l'heure de trouver des solutions. Après, le temps viendra de demander des comptes. »*[3] Pour Olivier Faure, premier secrétaire du PS : *« Ne pas affaiblir le gouvernement. »*[4]

Cette union nationale contre le virus s'est faite derrière le soutien au patronat : les groupes parlementaires de gauche–PS, PCF, EELV, LFI–ont voté le 21 mars comme un seul homme à l'Assemblée nationale le plan d'aide de 350 milliards d'euros au patronat proposé par le gouvernement. Jusqu'à 500 milliards même, de l'aveu de Macron lors de sa dernière allocution, sans que l'on sache si les 15 milliards pour l'industrie aéronautique, les 8 milliards pour l'industrie automobile, etc., entrent dans le total.

Quelques jours plus tard, a suivi la « loi d'urgence sanitaire » (santé des profits s'entend) et les ordonnances qui, ensemble, ouvrent au patronat la possibilité de s'affranchir de quelques bornes à l'exploitation fixées par le code du travail : vol de congés et de RTT aux salariés, augmentation du temps de travail jusqu'à 60 heures par semaine, 12 heures par jour, etc. Une fois encore, des parlementaires de gauche ne s'y sont opposés qu'à la marge, pour signaler que leurs amis à la tête des syndicats devaient conserver leur mot à dire. Dans ce moment de « crise », le front uni entre différents partis de la bourgeoisie, de gauche comme de droite, s'est réalisé sans discutailleries. De leur côté, les directions syndicales–dont les leaders appartiennent à cette gauche–ont apporté leur caution. Dès le 19 mars, elles signaient un « relevé de conclusion » en commun avec le Medef, affirmant le *« rôle essentiel du dialogue social et de la négociation collective »*[5]. Et l'on constate qu'avant, pendant, comme après le confinement, les directions syndicales répondent à toutes les sollicitations de dialogue social… dans les hôpitaux comme chez Renault, partout où le choix que patronat et État offrent aux travailleurs est de perdre du salaire ou de perdre leur emploi… si ce n'est les deux à terme !

Leur « monde d'après » a grise mine

Mais nous voilà revenus à la normale, à leur train-train. La gauche tente de reprendre une posture d'« opposition ». Et ont fleuri les discours et les promesses sur un « monde d'après » … par ces représentants du « monde d'avant » ! À les lire ou les entendre, haro sur la mondialisation néolibérale représentée par Macron. Construisons tous ensemble une nouvelle société plus juste, plus équitable, plus humaine, plus écologique…

À les entendre, on pourrait croire que le monde d'aujourd'hui, celui de la course au profit, des restructurations, des licenciements, des coupes budgétaires dans les services publics, a commencé avec Macron ; que n'ont pas eu lieu les deux septennats de Mitterrand, élu en 1981 sur la base d'un accord et d'un programme électoral entre le PS et le PCF et ses gouvernements auxquels le PCF a participé jusqu'en 1984 ; que n'ont pas eu lieu les années Jospin à Matignon ; que n'a pas eu lieu le quinquennat de François Hollande. Pour ne prendre pour exemple que l'hôpital public, sa dégradation continue est le fruit de dizaines d'années de politique de casse, sous des gouvernements de gauche comme de droite : baisse du nombre de lits, précarisation du personnel soignant, suppressions de postes… La dernière grande « réforme » de l'AP-HP (pour ne pas remonter à l'introduction en 1983 du forfait hospitalier sous Jack Ralite, ministre communiste du gouvernement Mauroy), c'est le « plan Hirsch » (en 2015, sous Hollande) qui a supprimé aux soignants des jours de RTT et des congés.

Au temps béni de la reconstruction nationale

En termes de modèle de société, une référence truffe nombre de discours sur le « monde d'après », celle qui renvoie aux prétendus « jours heureux » de la « reconstruction nationale », à ce programme du Conseil national de la résistance (CNR) qui a inspiré la politique menée au sortir de la Seconde Guerre mondiale.
Est ainsi véhiculé le mensonge d'une société unie pour la reconstruction du pays et derrière un gouvernement d'union nationale mené par De Gaulle. *L'Humanité*, *Politis* et *Mediapart* ont à ce titre publié le 13 mai dernier un appel lancé par différentes personnalités classées « à gauche » – à l'instar du réalisateur et écrivain Gérard Mordillat – pour un Conseil national de la nouvelle résistance (CNNR), un gouvernement d'union nationale pour une société post-Covid débarrassée du libéralisme. Rappelons que cette union nationale d'après guerre a eu pour politique d'accroitre l'exploitation de tous les travailleurs sous prétexte de « reconstruction » de l'économie. Le PCF, présent au gouvernement jusqu'en 1947, martelait qu'il s'agissait de *« produire d'abord, revendiquer ensuite »*, que la grève était devenue *« l'arme des trusts »*. Cette « union nationale » au pouvoir a durement réprimé les manifestants des vagues de grève des années 1946 et 1947, comme elle a sauvagement massacré les peuples qui se battaient pour se libérer du joug colonial, en Algérie, au Cameroun, à Madagascar… Mais foin des colonies défendues par la gauche au pouvoir aux temps du Front populaire comme de la Libération, on oublie !

Les économistes dits « de gauche » vantent donc les mérites de cette période où la bourgeoisie française avait, plus que jamais, besoin de la béquille étatique, du financement par l'État des infrastructures (« nationalisées » dans ce but) de l'électricité, des chemins de fer, des mines (il fallait *« produire du charbon »* clamait Thorez), etc.

Plus gaulliste encore que les gaullistes de gauche, Macron lui-même et les Républicains pourraient bien renationaliser demain Air France et d'autres secteurs pour en éponger les déficits avec l'argent des impôts, avant d'en re-privatiser plus tard à nouveau les profits (comme Mitterrand a nationalisé dans les années 1980 pour que Jospin re-privatise dans les années 1990).

Petit catalogue des « unions de la gauche » en herbe

Les appels et tribunes se succèdent donc, pour en appeler à s'unir, dont les deux principales variantes pour l'instant sont l'« Appel des 150 personnalités de la gauche »[6] et « Plus jamais ça ! ».
Ces deux appels se distinguent par la liste de leurs signataires. L'Appel des 150 compte parmi ceux-ci plusieurs membres du PS dont l'ancienne ministre de Hollande, Najat Vallaud-Belkacem. « Plus jamais ça ! » avec son « plan de sortie de crise des syndicats et associations »[7], a réussi à associer à son opération quelques signatures syndicales (voir notre autre article).
Mais ils présentent des points communs. La société y est prise comme un tout, la « population » prise comme un bloc homogène. Disparus les intérêts et conflits de classe entre le monde du travail et celui de la grande bourgeoisie. On trouve quelques revendications sociales, fort limitées du côté de « Plus jamais ça ! » ; on ne trouve aucun chiffre sur l'augmentation des salaires du côté de « L'appel des 150 ». Surtout des phrases creuses sur la justice sociale. Et pour cause : l'objectif des signataires n'est pas de proposer un programme pour les luttes, juste d'esquisser de futurs programmes électoraux, cousus de promesses de ministres qu'on ne tient jamais. Depuis un certain Léon Blum des années 1930, la gauche au pouvoir n'a jamais voulu ébrécher le « mur de l'argent ».

L'intérêt national : dénominateur commun du monde politique

Face à un patronat bien décidé à faire payer la crise aux travailleurs pour renforcer sa position concurrentielle dans l'économie mondiale, les porte-paroles de la gauche lui font écho, en évoquant la « souveraineté industrielle » et des « relocalisations » d'usines au nom de la défense de l'emploi. Toujours la même rengaine du *« il faut sauver l'industrie française »*, qui précisément ne dit pas qui, des travailleurs ou des actionnaires, devraient être sauvés ! Fabien Roussel du PCF défend *« un véritable plan d'investissement, au service d'une stratégie de reconquête industrielle dans des secteurs déterminants pour l'indépendance du pays »*, affirmant que pour lui, bien sûr, cette reconquête *« doit d'abord s'appuyer sur le monde du travail et se construire avec lui, avec les industriels comme avec les syndicats »*.[8]

La main dans la main va-t-on en revenir à *« la grève, arme des trusts »*… des trusts étrangers bien sûr ? ■

//////////////////////////////////////

Lire aussi, sur notre site, notre article du 30 mai 2020 : À propos du « plan de sortie de crise » des syndicats et associations - convergencesrevolutionnaires.org

//////////////////////////////////////

1. Interview sur BFMTV, le mardi 26 mai.

2. Interview sur France 2, le mercredi 27 mai.

3. Déclaration à l'AFP du 29 mars 2020, citée dans l'article *Coronavirus: la gauche entre critiques et volonté d'union nationale* challenges.fr

4. Déclaration à France Inter le 29 mars 2020 lors de l'émission *Questions Politiques* - franceinter.fr

5. Pour une critique plus détaillée, voir notre article *à Propos du plan de sortie de crise des syndicats et associations* convergencesrevolutionnaires.org - 30/05/2020

6. *« Au cœur de la crise, construisons l'avenir »* nouvelobs.com - 14/05/2020

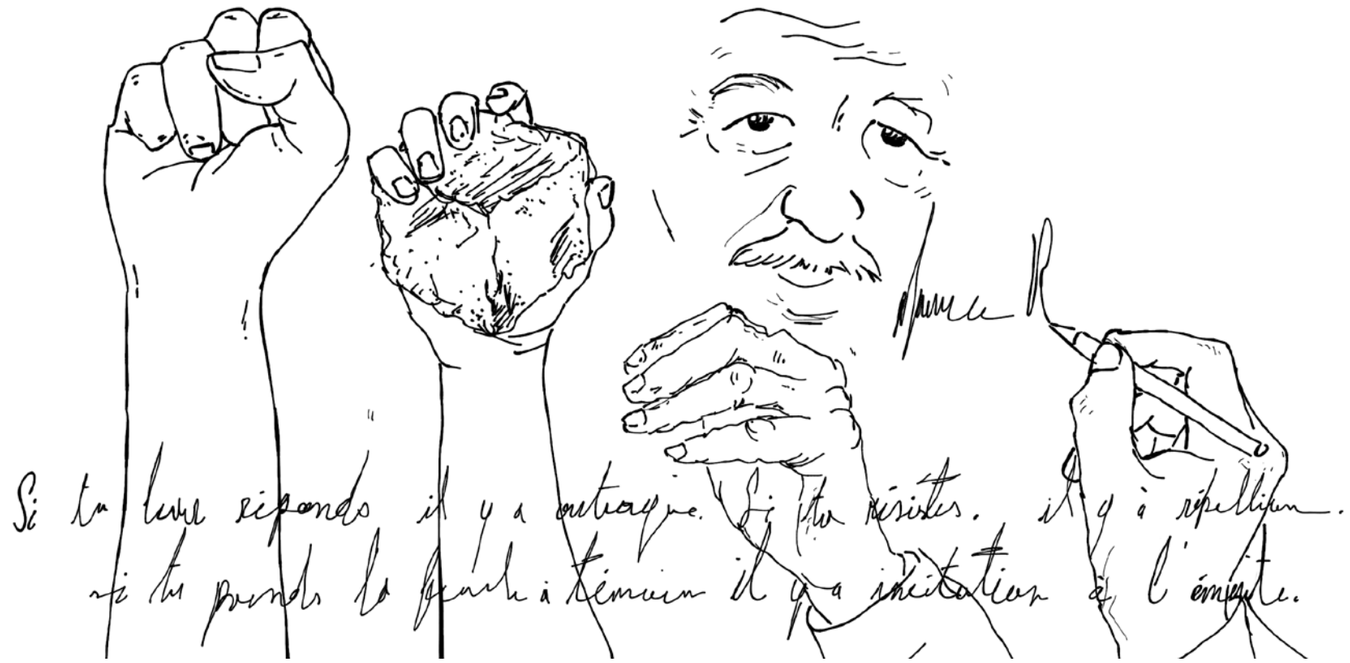
7. *Plus jamais ça ! 34 mesures pour un plan de sortie de crise* france.attac.org - 26/05/2020

8. *« Pour obtenir des changements, il faut que ça pousse d'en bas »* humanite.fr - 28/05/2020

Maurice Rajsfus, un militant infatigable

15 JUIN 2020
JEAN LIEVIN

Maurice Rajsfus nous a quittés le 13 juin dernier à l'âge de 92 ans. Après guerre, il fut d'abord militant des Jeunesses communistes, dont il fut exclu à l'âge de 18 ans pour « hitléro-trotskysme ». Il rejoignit ensuite le Parti communiste internationaliste (PCI), organisation trotskyste qui était alors la section française de la IVe Internationale. Il quitta le PCI pour rejoindre le groupe « Socialisme ou barbarie » de Cornélius Castoriadis et Claude Lefort, avant d'adhérer au Parti socialiste unifié (PSU) dans les années 1960. Pendant tout ce temps il fut un militant actif dans son syndicat et au sein du mouvement des auberges de jeunesse.



Au-delà de ses choix organisationnels, Rajsfus fut de tous les combats de son temps, d'abord contre le nazisme, puis contre la guerre d'Algérie dès 1955 et l'arrivée de De Gaulle au pouvoir en 1958. Il participa activement et avec enthousiasme à Mai 68, aux mouvements de solidarité avec les immigrés, avec les ouvriers de Lip, avec les militants révolutionnaires arrêtés, maoïstes de la Gauche prolétarienne et trotskystes de la Ligue communiste et de Voix ouvrière, après la dissolution de ces organisations le 12 juin 1968.

« Self-made man » Maurice Rajsfus s'était formé sur le tas, tour à tour apprenti joaillier, correcteur d'imprimerie, docker, OS, manutentionnaire, employé de bureau, courtier en assurances, pour finalement finir journaliste… et écrivain auquel on doit une soixantaine d'ouvrages historiques.

« L'Observatoire des libertés publiques », « Que fait la police ? », « Ras l'Front »…

Aujourd'hui, il est surtout connu pour avoir lancé, en mai 1994, l'Observatoire des libertés publiques, après l'assassinat de Makomé M'Bowolé, un jeune de 17 ans, originaire du Nigéria, tué l'année précédente d'une balle dans la tête tirée à bout portant par un policier du 18e arrondissement de Paris. Ayant réuni, après Mai 68, des milliers de fiches sur la répression policière, il assura la publication de plus de 200 numéros du bulletin *Que fait la police ?* jusqu'en 1999. il fut aussi en mai 1990 un des initiateurs, contre l'extrême droite, du réseau *Ras l'front* dont il sera un temps président.

Son livre de 1980 : Des Juifs dans la collaboration

Tout cela fait un peu oublier le coup de tonnerre que suscita, en 1980, son premier *livre Des Juifs dans la collaboration, l'UGIF (1941-1944),* préfacé par l'historien Pierre Vidal-Naquet[1]. Commencées quatre ans plus tôt, ses recherches portaient alors sur le rôle joué par certains notables juifs dans l'Union générale des israélites de France (UGIF), une organisation mise sur pied par Pétain à la demande du chef de la SS, Theodor Dannecker, Jüdenreferent (référent des Juifs) et collaborateur d'Adolf Eichmann, d'abord pour encadrer et ficher la communauté juive pour ensuite la déporter plus facilement.

Au nom « du moindre mal » les dirigeants de l'UGIF (dont certains furent plus tard eux-mêmes déportés vers les camps de la mort) rendaient régulièrement des comptes au Commissariat général aux questions juives de Vichy. Ils furent parmi les plus zélés à demander à la population juive de s'enregistrer dans les commissariats de police, de porter l'étoile en zone occupée, de faire tamponner la mention « Juif » sur leurs cartes d'identité en zone libre, voire d'inciter les autorités vichystes à épargner les Juifs français pour s'en prendre plutôt aux Juifs étrangers. Cerise sur le gâteau, à la veille de la grande rafle du Vél d'Hiv à Paris, les 16 et 17 juillet 1942 – au cours de laquelle plus de 13 000 Juifs (hommes, femmes et enfants) furent arrêtés avant d'être déportés – des organisations juives proches du Parti communiste français, qui avaient eu vent de l'opération qui se préparait, diffusèrent des tracts en français et en yiddish mettant en garde la population. Lorsque certains, légitimement inquiets, contactèrent alors l'UGIF, cette dernière les rassura en affirmant qu'il s'agissait simplement de « propagande communiste ». Or les dirigeants de l'UGIF étaient parfaitement au courant de la rafle projetée. Mieux, c'est dans un de leurs locaux, situé au 29, rue de la Bienfaisance (Paris 8e), que furent confectionnées les étiquettes destinées aux enfants qui seraient séparés de leurs parents arrêtés et confiés à des orphelinats ou parqués dans des camps provisoires.

De plus la direction de l'UGIF fournissait – tant au gouvernement de Vichy qu'à l'Occupant – des listings détaillés de la population juive avec nom, adresse, profession, situation familiale, le tout décliné par commune et, à Paris, par arrondissement, en plus des listes des enfants hébergés dans ses centres qui devinrent ainsi de véritables souricières.

Et jusqu'au bout, par légalisme, naïveté ou peur des représailles, les dirigeants de l'UGIF refuseront de disperser ces enfants comme le lui demandaient des mouvements juifs de la Résistance qui se disaient d'ailleurs prêts à collaborer à cette tâche. C'est ainsi que fin 1944 fut arrêtée et périt une grande partie des 300 à 400 enfants regroupés dans les 11 centres de l'UGIF à Paris et en région parisienne. Bref, des dirigeants de l'UGIF prêtaient main forte aux bourreaux avant de devenir victimes à leur tour.

Maurice Rajsfus ou des résistants comme Adam Rayski, ancien responsable du journal communiste clandestin en yiddish *Unser Wort* (Notre parole), considéraient donc cette organisation comme un simple appendice de Vichy, impliquée de facto dans le processus de déportation dont elle fut complice.

Cette prise de position radicale ne fut pas du goût de tout le monde. Les dirigeants de la communauté juive, et notamment ceux du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) préféraient laver leur linge sale en famille et infligèrent un simple blâme pour conduite imprudente aux dirigeants de l'UGIF qui avaient survécu.

Pour eux il était important de montrer l'image d'une « communauté juive unie dans le malheur » en gommant les différences de classe qui se manifestaient, même dans ces circonstances dramatiques.

Rajsfus, qu'il était difficile d'attaquer comme « antisémite » dans la mesure où, issu d'une famille juive polonaise, il était lui-même, avec sa sœur, un rescapé de la rafle du Vél d'Hiv (au cours de laquelle ses parents avaient été déportés à Auschwitz), fut donc boycotté et mis sur la touche. Il était d'autant moins en odeur de sainteté dans ces milieux largement sionisants qu'il avait toujours affiché son entière solidarité avec le peuple arabe de Palestine.

Aujourd'hui tout cela est un peu oublié. Mais, dès ce premier livre, Maurice Rajsfus démontra qu'esprit libre et indépendant, il n'hésitait pas à s'attaquer aux tabous, même – et surtout – si cela dérangeait. Et c'est une attitude qui fut la sienne sa vie durant.

On l'aurait qualifié au XVIIe siècle « d'honnête homme ». Disons tout simplement qu'avant même d'être un militant ouvrier et socialiste, ce fut un être bon, ouvert aux autres, toujours prêt à rendre service et solidaire de tous les opprimés. Bref comme on dit en allemand et en yiddish, *« ein Mensch »*. ■

////////////////////////

1. *Les Juifs dans la collaboration, L'UGIF (1941-1944)* préface de Pierre Vidal-Naquet, éd. Études et Documentations internationales, 1980. L'ouvrage est depuis longtemps introuvable et n'a semble-t-il jamais été réédité. Par contre on peut le lire en réédition numérique « FeniXX, édition du Kindle », pour 13,99 euros.

Pour poursuivre la discussion…

Beaucoup d'articles prévus ne trouvent pas place dans ce numéro imprimé de Convergences révolutionnaires ! Mais nous ne pouvons que vous en recommander la lecture sur notre site convergencesrevolutionnaires.org

Entre autres…

Dans le monde

La situation de la pandémie dans le monde : sous le corona, la double peine
19/06/2020

Le confinement en Tunisie : union nationale dans les mots, répression des plus pauvres dans les faits
09/06/2020

Union européenne : face à la crise économique, les États tiraillés entre coopération et chacun pour soi
09/06/2020

Face à la menace de dictature, la population de Hong-Kong déconfine sa colère
08/06/2020

*Interview de camarades de Socialismo Revolucionario : La situation sociale au Chil*i
03/06/2020

En France, dans les entreprises

RATP : Attaquer l'un de nous, c'est nous attaquer tous !
11/06/2020

Face aux plans des patrons, quelle riposte des travailleurs ?
10/06/2020

SNCF : Poussée de fièvre répressive
02/06/2020

Culture

Une sélection de livres pour l'été (voir sur notre site pour davantage de détails).

***La vie mensongère des adultes*, Elena Ferrante.**
« Deux ans avant qu'il ne quitte la maison, mon père déclara à ma mère que j'étais très laide. » Première phrase qui donne le ton de ce roman initiatique dans lequel une adolescente s'oppose à ses parents, découvre les classes sociales dans la Naples des années 1990. Dans la même veine que la série de *l'Amie prodigieuse*.

***Le cœur de l'Angleterre*, Jonathan Coe.**
À travers une série de personnages très divers, mais plutôt de la petite bourgeoisie, une description des fractures de la société britannique de 2010 à 2018, des émeutes de Londres en 2011 à la campagne sur le référendum sur le Brexit, en passant par les JO de Londres. Drôle et passionnant.

***Un livre de martyrs américains*, Joyce Carol Oates.**
Dernier roman de l'auteure. Posant la question du droit à l'avortement, ce gros pavé de presque 900 pages traite de la confrontation entre deux Amériques, l'une fidèle à la Bible et au fusil, qui vit dans la pauvreté et l'autre libérale, instruite et plus aisée.

***Le chœur des femmes*, 2009 ; *l'École des soignantes*, 2019, Martin Winckler.**
Deux romans, publiés à dix ans d'intervalle se répondent. Des personnages et les thèmes chers à l'auteur : dénonciation de la façon dont les femmes sont traitées par la médecine en France d'un côté, manifeste pour une autre pratique de la médecine de l'autre.

***Vernon Subutex*, Virginie Despentes**
Une trilogie publiée en poche. Une comédie humaine de la France des années 2010 à travers une galaxie de personnages très divers, plus ou moins paumés. Un style et un ton crus et réalistes, et des descriptions profondes et justes.

***Le voyage d'Anna Blume*, Paul Auster**
Une dystopie. Dans un monde post-apocalyptique dont nous ne savons rien, Anna Blume lutte pour rester humaine face à des atrocités inhumaines. Parabole des guerres du XXe siècle et de la violence du monde contemporain.

***Les Années*, Annie Ernaux.**
Chronique de la société française des années 1950 à nos jours, mixte entre la mémoire individuelle de Annie Ernaux et la mémoire commune. Une beauté mélancolique s'en dégage, accentuée par les fragments très brefs qui ouvrent et ferment le récit, hors de toute actualité et chronologie.

***Dalva ; La Route du retour*, Jim Harrison.**
Ces deux romans en poche forment une odyssée familiale sur cinq générations américaines où se mêlent immigrés d'Europe du Nord et Amérindiens. De la fin de la guerre civile et des guerres indiennes de la deuxième moitié du XIXe siècle aux années 1980, en passant par les guerres de Corée et du Vietnam.

***Les enfants de la violence*, Doris Lessing.**
Une série de 5 romans en poche très originaux sur le destin d'une femme, Martha Quest, en Afrique (Rhodésie) puis en Angleterre, avant et après la Deuxième Guerre Mondiale. Jeune femme rebelle dans une société coloniale particulièrement conformiste, qui s'engage et milite au Parti communiste.

***Le Carnet d'or*, Doris Lessing.**
Les « différentes » vies d'une femme, écrivaine comme l'auteure, engagée au PC mais en proie aux doutes, qui sent son monde s'écrouler et tente de lui donner une cohérence par l'écriture, a été un ouvrage marquant pour plusieurs générations de féministes.

À voir et discuter autour de soi : une sélection de séries qui, toutes, méritent le détour (voir sur notre site leur descriptif)

Snowpiercer ; Treme ; Babylon Berlin ; Baron noir ; Happy Valley ; The Wire ; Mad Men ; Masters of Sex ; Narcos ; Rebellion ; Peaky Blinders ; Years and Years ; Queer as folk ; The Americans ; The English Game ; The Mill ; 3 % ; The Handmaid's Tale ; Utopia ; Westworld ; When they see us.

Qui sommes-nous ? Que voulons-nous ?

CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

est publiée par la **Fraction L'Étincelle.**

La Fraction L'Étincelle est un groupe trotskyste issu de Lutte ouvrière qui, tout en conservant ses activités et moyens d'expression politique propres, milite aujourd'hui au sein du Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Nous sommes pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire en France et d'une Quatrième internationale dans le monde.

Convergences Révolutionnaires s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux idées de l'extrême gauche. C'est aussi un outil au service de ceux qui entendent avoir une activité révolutionnaire dans les entreprises, les ateliers, les chantiers, les bureaux, les cités et les quartiers comme parmi la jeunesse. Dans la mesure de nos moyens nous relatons, confrontons, analysons les expériences faites au sein du mouvement ouvrier, et discutons comment contester la politique des appareils syndicaux et politiques dont l'orientation vise à la sauvegarde du système capitaliste.

Convergences Révolutionnaires n'entend pas se contenter d'exprimer les points de vue de la Fraction L'Étincelle mais veut être aussi un lieu de discussion et d'échanges fraternels. Nous sommes ouverts à toutes les contributions rédactionnelles, même critiques évidemment.

La Fraction L'Étincelle s'est constituée en 1996 au sein de Lutte ouvrière, à l'issue d'une série de discussions portant d'abord sur l'appréciation de ce qui se passait en URSS au moment de son démantèlement en 1991, puis, en ce qui concerne la France, sur les opportunités d'implantation et d'intervention des révolutionnaires, qu'il s'agit de saisir quels que soient les aléas de la période.

Les premiers numéros de Convergences révolutionnaires, parus entre 1999 à 2001, ont été édités conjointement avec des militants de la tendance Révolution! de la Ligue communiste révolutionnaire, montrant ainsi qu'il était possible de collaborer tout en se considérant comme des fractions d'un même futur parti révolutionnaire. Lorsque que la LCR a lancé un appel afin d'explorer la possibilité de constituer un Nouveau parti anticapitaliste à l'issue de l'élection présidentielle de 2007, nous y avons répondu favorablement et milité, sans succès, pour que Lutte ouvrière fasse le même choix.

La Fraction L'Étincelle a été exclue de Lutte ouvrière en septembre 2008, pour ne pas avoir accepté les alliances passées avec la gauche gouvernementale à l'occasion des élections municipales de mars 2008. Cette exclusion a changé notre situation au sein de l'extrême gauche révolutionnaire. Elle ne change rien aux objectifs que nous poursuivons : la construction d'un parti révolutionnaire prolétarien. Et donc rien à notre volonté de maintenir ou établir des rapports fraternels au sein de cette extrême gauche, y compris avec les camarades de Lutte ouvrière.

Malgré de fortes réserves sur les ambiguïtés du programme fondateur du NPA (nature de la révolution, hésitations sur la nécessité du renversement de l'état bourgeois, entre autres), nous nous sommes proposé d'apporter notre force militante et d'intégrer ses structures, en particulier ses comités de base, locaux ou surtout d'entreprises, mais sans abandonner nos structures et nos activités propres.

C'est l'orientation que nous maintenons depuis le congrès de fondation du NPA en 2009 : en participant aux débats politiques à tous les niveaux, y compris ceux des congrès par nos camarades qui y ont été délégués, ou du Conseil politique national ; en participant aux interventions du NPA, voire en les suscitant, vis-à-vis du monde du travail et de ses luttes. De ces débats comme de ces interventions, et des problèmes qu'ils peuvent soulever, notre revue Convergences révolutionnaires rend compte régulièrement.

Pour nous joindre

Sur Internet, vous pouvez nous adresser un e-mail, mais aussi connaître notre point de vue sur l'actualité, consulter les numéros précédents :
convergencesrevolutionnaires.org

Vous pouvez nous envoyer informations, suggestions, critiques à l'adresse suivante :
Les amis de Convergences
BP 128
75921 PARIS CEDEX 19

Bulletin d'abonnement à

CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

6 numéros .....12 €

Abonnement de soutien ..... 20 €

À partir du n° :.....

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Chèques à l'ordre de : "Les amis de Convergences"
Adresser à :
Les amis de Convergences
BP 128
75921 PARIS CEDEX 19

CONVERGENCES RÉVOLUTIONNAIRES

numéros précédents

